

**Assemblée générale**

Soixante-sixième session

Documents officiels

46^e séance plénièreMardi 1^{er} novembre 2011, à 10 heures
New York

Président : M. Al-Nasser (Qatar)*La séance est ouverte à 10 h 20.***Point 86 de l'ordre du jour****Rapport de l'Agence internationale
de l'énergie atomique****Note du Secrétaire général transmettant
le rapport de l'Agence internationale
de l'énergie atomique (A/66/95)****Projet de résolution (A/66/L.6)**

Le Président (*parle en arabe*) : J'invite maintenant M. Yukiya Amano, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à présenter le rapport de l'Agence pour l'année 2010.

M. Amano, Agence internationale de l'énergie atomique (*parle en anglais*) : Depuis le 11 mars, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) consacre ses efforts au très grave accident survenu à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, au Japon. Je voudrais donc commencer par une réflexion sur cet accident et ses suites, avant de passer à d'autres aspects de notre travail.

Comme l'Assemblée le sait, l'accident de Fukushima Daiichi a été provoqué par un séisme et un tsunami d'une gravité sans précédent, qui ont frappé le 11 mars la côte est du Japon. L'AIEA fait tout ce qui est en son pouvoir pour aider le Japon à maîtriser la situation sur le site et atténuer les conséquences de

l'accident. Les autorités japonaises et la société qui gère la centrale travaillent sans relâche en vue de stabiliser les réacteurs et elles ont maintenant toute raison de penser que « l'arrêt à froid » de la centrale sera effectif d'ici à la fin de l'année. L'AIEA continuera d'aider le Japon à faire face au difficile travail de décontamination et de remise en état des zones touchées.

En septembre, nos 151 États membres ont approuvé le Plan d'action en 12 points de l'AIEA sur la sûreté nucléaire, dont l'un des éléments clefs est notamment un accord par lequel tous les pays dotés de programmes nucléaires ont convenu de soumettre rapidement leurs centrales nucléaires à ce que l'on appelle des « tests de résistance ». Le cadre de l'examen par des pairs experts de la sûreté opérationnelle des centrales nucléaires est en cours de renforcement à l'AIEA. L'efficacité des dispositifs nationaux et internationaux de préparation et d'intervention d'urgence, des normes de sûreté de l'AIEA et des conventions internationales pertinentes sera également évaluée.

Le Plan d'action représente une avancée importante. Il est absolument capital qu'il soit pleinement mis en œuvre dans tous les pays dotés de capacités nucléaires et que les enseignements qui s'imposent soient tirés de l'accident de Fukushima Daiichi.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.

11-57397 (F)



Merci de recycler

Je voudrais remercier le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, d'avoir convoqué en septembre dernier une Réunion de haut niveau sur la sûreté et la sécurité nucléaires et d'avoir réuni les entités du système des Nations Unies en vue d'une collaboration en la matière. C'est aux différents pays qu'incombe la responsabilité de leur sûreté nucléaire, mais l'AIEA, seul organisme international doté de connaissances spécialisées de tous les aspects de l'énergie nucléaire, est appelé à jouer un rôle moteur dans la construction d'un avenir nucléaire plus sûr dans le monde.

En dépit de l'accident, l'AIEA prévoyait encore dans ses dernières prévisions que le nombre de réacteurs nucléaires en activité dans le monde continuerait d'augmenter régulièrement au cours des prochaines décennies, bien qu'à une cadence moindre que ce qui était prévu avant l'accident. Cette croissance aura lieu essentiellement dans les pays qui disposent déjà de centrales nucléaires en activité, comme la Chine et l'Inde. De nombreux pays en développement prévoient toujours, quant à eux, d'opter pour l'énergie nucléaire dans les années à venir. Les facteurs contribuant à ce regain d'intérêt pour l'énergie nucléaire sont toujours les mêmes : l'augmentation de la demande d'énergie mondiale, les préoccupations relatives aux changements climatiques, l'instabilité des cours des combustibles fossiles et la sécurité de l'approvisionnement énergétique.

La sécurité nucléaire demeure une question extrêmement importante pour tous les États. En septembre, nous avons célébré le dixième anniversaire des attentats terroristes du 11 septembre 2011 aux États-Unis. Au lendemain de ces attentats, l'Agence a considérablement étendu son programme de sécurité nucléaire afin d'aider les pays à protéger leurs matières nucléaires et les installations qui y sont associées, ainsi que les sources et déchets radioactifs, contre des actes malveillants.

Le nombre d'États participant à notre programme en vue de la mise au point d'une base de données sur le trafic illicite continue d'augmenter : il atteint actuellement 113 États. Au cours des mois qui ont précédé le mois de juin 2011, 172 incidents ont été signalés sur la base de données. Quatorze d'entre eux étaient liés à des activités telles que la détention de matières nucléaires ou de sources radioactives et des tentatives de vente illégale de ces matières. Trente-deux autres incidents étaient liés au vol ou à la perte de matière nucléaires ou d'autres matières radioactives. Les incidents de ce type montrent qu'il subsiste des

points faibles sur le plan de la sécurité et qu'il faut y remédier. À cet égard, je me réjouis à la perspective d'assister au deuxième Sommet sur la sécurité nucléaire qui sera accueilli par la République de Corée en mars.

Je note une fois encore que les progrès réalisés aux fins de l'entrée en vigueur de la modification de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires restent, six ans après son adoption, particulièrement lents. Or la ratification de cette modification pourrait permettre de réduire considérablement le risque que des matières nucléaires ne tombent entre de mauvaises mains. J'encourage les parties à la Convention à œuvrer à l'accélération de l'entrée en vigueur de cette modification.

S'agissant des applications de l'énergie nucléaire, un grand succès de ces applications mérite une attention tout particulière : l'éradication mondiale de la maladie mortelle que représentait pour le bétail la peste bovine. De fait, la peste bovine est la première maladie animale à jamais avoir été éradiquée, ce qui constitue une grande victoire, aux bénéfices économiques immenses pour de nombreux pays en développement. Le bénéfice net pour le seul continent africain est estimé à plus d'un milliard de dollars par an. En collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation mondiale de la santé animale, l'Union africaine et d'autres partenaires, l'AIEA a joué un rôle important dans l'éradication de cette maladie. Notre rôle était notamment de mettre à disposition des techniques de diagnostic abordables et d'assurer formation du personnel vétérinaire.

Les mêmes technologies que celles qui avaient été utilisées pour éradiquer la peste bovine sont actuellement employées avec succès pour diagnostiquer et maîtriser d'autres maladies animales transfrontalières. En Mongolie par exemple, l'Agence a aidé à maîtriser une épidémie dévastatrice de fièvre aphteuse qui menaçait tout le cheptel national, soit 50 millions de têtes de bétail.

L'Agence s'est penchée tout particulièrement cette année sur les techniques nucléaires liées à l'eau, sujet, au passage, de notre forum scientifique annuel de septembre, auquel ont participé d'éminents scientifiques et des responsables politiques de premier plan. Près d'un milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable. L'Agence peut aider les pays à effectuer une analyse des ressources hydriques en mettant à leur

disposition des informations sans équivalent obtenues grâce aux techniques d'hydrologie isotopique. Je donnerai plus de détails sur cette question dans un moment.

En septembre, nous avons célébré le cinquantième anniversaire de l'ouverture des laboratoires de l'environnement de l'AIEA à Monaco. Les Laboratoires ont grandement contribué à la protection de nos mers et de nos océans en élaborant des méthodes d'analyse poussées et une documentation de référence permettant d'analyser la radioactivité et la pollution marine.

Le programme de coopération technique de l'AIEA apporte un appui essentiel aux États Membres de chaque région en leur permettant de satisfaire aux priorités nationales de développement dans des domaines où les atouts des techniques nucléaires sont plus importants que d'autres méthodes ou peuvent les compléter utilement. Les nouvelles ressources allouées au programme de coopération technique en général s'élevaient à 127,7 millions en 2010 contre 112,2 millions en 2009. La sûreté nucléaire représentait le plus grand poste dans l'ensemble, suivi de la santé humaine, de l'alimentation et de l'agriculture.

En septembre, l'Assemblée générale a tenu une Réunion de haut niveau sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles. Les projets portant sur la santé humaine et la coopération technique de l'AIEA sur la gestion des eaux et l'identification des sources de pollution aident les pays à faire face aux maladies non transmissibles, notamment le cancer, le diabète et les maladies d'origine hydrique.

Dans le domaine des ressources en eau, je voudrais citer un projet de coopération technique très prometteur en El Salvador, où l'Agence a contribué à l'établissement d'un système de surveillance permanent permettant une alerte rapide en cas de prolifération constatée d'algues à toxines. Si celles-ci ne sont pas détectées, elles peuvent en effet entrer dans la chaîne alimentaire et provoquer de graves maladies, parfois mortelles. Les populations de pêcheurs d'El Salvador bénéficient directement des technologies nucléaires qui permettent de lancer des alertes plus rapides et précises en cas de prolifération d'algues à toxines et de fermer certaines zones de pêche pendant les périodes à risque.

Au Kenya, un projet d'irrigation au goutte à goutte soutenu par l'AIEA a aidé le peuple masai à accroître les cultures qu'il destine à la consommation

animale et humaine. Sans parler de la protection de précieuses ressources en eau, le projet a permis à un nombre plus important de parents d'avoir les moyens de scolariser leurs enfants.

Pour ce qui est de la vérification nucléaire, il m'est agréable de constater que 112 pays ont mis en vigueur les protocoles additionnels à leurs accords de garanties de l'AIEA. Cela est très encourageant. Le protocole additionnel est pour l'Agence un outil essentiel, en ce qu'il lui permet d'apporter des assurances crédibles sur le fait non seulement que les matières nucléaires déclarées ne sont pas détournées de leur utilisation pacifique mais également qu'il n'y a pas dans un pays de matières et d'activités nucléaires non déclarées. J'espère vivement que les États restants concluront dès que possible des protocoles additionnels. Je demande également aux 14 États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et qui ne disposent pas d'accords de garanties en vigueur de les appliquer sans plus attendre.

Je continue de présenter régulièrement nos conclusions au Conseil des gouverneurs sur la mise en œuvre des garanties de l'Agence dans un certain nombre de pays. Depuis 2006, les rapports de l'AIEA sur l'application des garanties en Iran sont envoyés au Conseil de sécurité. Dans mes derniers rapports, j'ai déclaré que la coopération de l'Iran n'était pas suffisante pour que l'Agence puisse conclure que toutes les matières nucléaires en Iran étaient utilisées à des fins pacifiques. Je prie instamment l'Iran de prendre les mesures qui s'imposent pour s'acquitter intégralement de toutes les obligations pertinentes afin que la communauté internationale puisse être certaine du caractère exclusivement pacifique de son programme nucléaire.

Dans le cas de la Syrie, l'Agence est récemment arrivée à la conclusion qu'il était très probable que le bâtiment détruit sur le site de Dair Alzour en 2007 était un réacteur nucléaire qui aurait dû être déclaré à l'Agence. En juin, le Conseil des gouverneurs de l'AIEA a conclu que la Syrie ne respectait pas ses obligations en matière de garanties. Il a signalé ce non-respect au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale.

Le programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée reste une question très préoccupante. Comme on le sait sans doute, l'Agence n'a pas été en mesure de mettre en œuvre des

mesures de garanties dans ce pays depuis le mois d'avril 2009. Les rapports de l'année dernière sur la construction d'une nouvelle installation d'enrichissement d'uranium et d'un réacteur à eau légère sont très inquiétants. Je continue d'exhorter la République populaire démocratique de Corée à mettre intégralement en œuvre toutes les résolutions pertinentes de la Conférence générale de l'AIEA et du Conseil de sécurité.

Nos efforts pour améliorer la sécurité et la capacité analytique des laboratoires d'analyse pour les garanties de l'Agence ont très bien progressé. La nouvelle annexe à la salle blanche du laboratoire d'analyse pour les garanties, près de Vienne, a été terminée dans les délais, légèrement en dessous du budget alloué, et fonctionne déjà depuis plusieurs mois. Elle permet d'améliorer considérablement les capacités qu'a l'Agence en matière d'analyse indépendante des échantillons de l'environnement aux fins des garanties.

En septembre 2000, la Conférence générale de l'AIEA a chargé le Directeur général de prendre les dispositions nécessaires afin d'organiser un forum, au cours duquel les participants du Moyen-Orient et les autres parties intéressées pourraient apprendre de l'expérience des zones exemptes d'armes nucléaires qui ont déjà été établies dans d'autres régions. Mes consultations avec les États membres ont permis de conclure que les conditions étaient désormais propices à la tenue de ce forum. J'ai, par conséquent, décidé d'organiser ce forum à Vienne les 21 et 22 novembre. On y examinera en quoi l'expérience de l'Afrique, du Pacifique Sud, de l'Asie du Sud-Est, de l'Asie centrale, et de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui ont mis en place des zones exemptes d'armes nucléaires, peut avoir un intérêt pour le Moyen-Orient. J'espère que ce forum sera couronné de succès.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Amano de son exposé.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Italie pour qu'il présente le projet de résolution [A/66/L.6](#).

M. Ragaglini (Italie) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à remercier le Directeur général, M. Amano, de son rapport sur les activités menées par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en 2010 ([A/66/95](#)) et de sa direction avisée des travaux de l'Agence. Je tiens également à rendre hommage aux efforts déployés par l'Agence et son personnel suite à la tragique catastrophe qui a frappé le Japon au mois de

mars dernier, et qui prouvent une fois de plus le caractère central et l'importance fondamentale de leurs travaux. Je voudrais à cette occasion redire ma solidarité au du peuple japonais face aux souffrances qu'a provoquées le tsunami le plus dévastateur de son histoire, ainsi que mon admiration pour la résilience dont il a fait montre.

Je prends la parole aujourd'hui pour présenter, au titre du point 86 de l'ordre du jour, le projet de résolution [A/66/L.6](#), intitulé « Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique », au nom de l'Italie, qui a été élue Présidente du Conseil des gouverneurs de l'Agence pour la période 2011-2012. C'est réellement un grand honneur pour mon pays. Nous nous réjouissons de travailler dans les mois qui viennent avec les États membres de l'Agence, son Directeur général et son personnel à la mise en œuvre renforcée de son mandat.

L'Italie est fermement convaincue que la sûreté, la sécurité et les garanties nucléaires sont essentielles pour assurer l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire afin de protéger la santé des populations et l'intégrité de l'environnement. Nous plaidons en faveur d'un régime international de non-prolifération nucléaire rigoureux pour garantir la vérification des engagements et des obligations contractés au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), dans le cadre d'un suivi strict et indépendant de l'AIEA. Comme par le passé, nous resterons attachés à poursuivre tout l'éventail des activités de l'Agence, en ne perdant pas de vue les responsabilités qui incombent au Président du Conseil des gouverneurs.

La catastrophe de Fukushima Daiichi a mis en lumière de la façon la plus spectaculaire la nécessité d'un renforcement de la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire. Nous savons tous que les effets d'un grave accident nucléaire ne s'arrêtent pas aux frontières du pays concerné. Par conséquent, l'amélioration constante de la sûreté nucléaire doit être un objectif commun que nous partageons tous. Il existe un consensus croissant dans le monde en faveur de l'adoption rapide de mesures concrètes à cette fin, et l'Agence a un rôle essentiel à jouer à cet égard.

Nous nous félicitons, par conséquent, de l'adoption récente par la Conférence générale du Plan d'action sur la sûreté nucléaire. Nous sommes disposés à envisager de nouvelles mesures de renforcement du régime de sûreté nucléaire internationale, et appelons à l'adhésion universelle à toutes les conventions

internationales adoptées sous les auspices de l'Agence, qui sont fondamentales pour le régime de sûreté international.

Réduire les risques que des acteurs non étatiques ne mettent la main sur des matières nucléaires ou ne les utilisent à des fins malveillantes est un objectif que partage toute la communauté internationale. L'Italie est pleinement attachée au succès du processus de renforcement des mesures nationales et internationales de coopération sur la sécurité nucléaire, conformément à ce qui a été convenu dans le communiqué et le plan de travail adoptés à Washington.

Nous appuyons fermement le renforcement du rôle de l'Agence et de son programme de sécurité nucléaire, et nous sommes particulièrement attachés à renforcer les capacités nationales grâce des formations de haut niveau et à la promotion d'une culture de sécurité nucléaire. Une initiative concrète à cet égard est le premier stage de formation organisé par l'École internationale sur la sécurité nucléaire, inaugurée en avril sous les auspices du Gouvernement italien et en collaboration avec l'Agence et le Centre international de physique théorique Abdus Salam (CIPT), et qui s'est déroulé sur son campus de Trieste. Ce premier stage ayant été évalué de manière positive, l'Italie entend développer cette école et proposer régulièrement ce cours, en coopération avec l'Agence et le CIPT et avec l'appui d'autres donateurs.

Le renforcement du système international de garanties demeure l'un des objectifs communs des États membres de l'Agence. L'Italie appuie le rôle de l'Agence en matière de surveillance du plein respect par les États de leurs obligations de non-prolifération, conformément à l'accord de garanties généralisées. Pour cette raison, nous espérons que le protocole additionnel sera bientôt universellement adopté, ce qui renforcerait considérablement la capacité de l'Agence de vérifier l'utilisation pacifique des matières nucléaires détenues par les États, sur la base de cet Accord.

Pour édifier un monde exempt d'armes de destruction massive, chaque pays doit assumer sa part dans cette responsabilité collective et mettre tout en œuvre pour faire avancer nos objectifs de non-prolifération et de désarmement. Nous sommes persuadés que les objectifs fixés à la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2010 sont réalisables, et nous continuons d'appuyer les efforts du Secrétaire général et des trois États dépositaires du

TNP en vue d'organiser en 2012 une conférence internationale sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toute autre type d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs au Moyen-Orient.

L'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques reste l'un des principaux objectifs de l'Agence. Nous sommes d'avis que le développement de technologies sûres est absolument capital pour améliorer les applications nucléaires dans le monde entier, ainsi que pour relever les défis mondiaux et promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement grâce à l'adoption de programmes de coopération technique bien conçus. Nous sommes déterminés à promouvoir les activités de l'Agence ayant trait au développement d'applications nucléaires visant à réaliser des progrès médicaux et scientifiques dans les domaines de la santé humaine, de l'alimentation, de l'agriculture, des ressources en eau et de la protection de l'environnement. En dépit de la situation financière internationale actuelle, il demeure essentiel d'appuyer le Fonds de coopération technique et ses activités qu'a prévu de promouvoir l'Agence.

Étant donné que l'Italie assume la présidence du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, je voudrais présenter, dans le cadre de l'examen du point 86 de l'ordre du jour, le projet de résolution intitulé « Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique », publié sous la cote [A/66/L.6](#), au nom des pays suivants : Albanie, Allemagne, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Croatie, Danemark, Égypte, El Salvador, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Guinée, Hongrie, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malte, Monaco, Mongolie, Monténégro, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Swaziland, Thaïlande, Tonga, Trinité-et-Tobago,

Turquie, Ukraine, Uruguay et Zambie, ainsi qu'au nom de l'Italie.

Comme les années précédentes, par ce texte de consensus, fruit de consultations tenues à Vienne, l'Assemblée générale prendrait note avec satisfaction du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique; prendrait note des résolutions adoptées à la cinquante-cinquième session ordinaire de la Conférence générale de l'AIEA, tenue du 19 au 23 septembre 2011; réaffirmerait qu'elle appuie fermement l'Agence et le rôle irremplaçable qu'elle joue en encourageant et en aidant la mise au point et l'application pratique des utilisations de l'énergie atomique à des fins pacifiques, ainsi que ce qu'elle apporte dans les domaines du transfert de technologies aux pays en développement et de la sûreté, de la vérification et de la sécurité nucléaires; et demanderait aux États Membres de continuer à soutenir les activités de l'Agence. Les pays qui ne l'ont pas fait peuvent encore se porter coauteur de ce texte. Bien entendu, les coauteurs du projet de résolution espèrent qu'il sera adopté par consensus.

M. Vrailas (Union européenne) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne.

Nous sommes heureux d'appuyer le projet de résolution [A/66/L.6](#) sur le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (voir [A/66/95](#)), qui confirme de nouveau le rôle irremplaçable de l'Agence en matière de non-prolifération des armes nucléaires et sa contribution à la mise au point et à l'application pratique des utilisations de l'énergie atomique à des fins pacifiques, ainsi que dans les domaines du transfert de technologies aux pays en développement et de la sûreté, de la vérification et de la sécurité nucléaires.

Cette année a été marquée par les conséquences tragiques de séisme et du tsunami qui ont frappé le Japon le 11 mars, provoquant l'accident survenu à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi. L'accident de Fukushima a complètement changé la situation en matière de sûreté nucléaire dans le monde et constitue un lourd défi pour l'AIEA et l'ensemble de la communauté mondiale. L'Union européenne s'est efforcée de contribuer à relever ce défi. Le sommet Union européenne-Japon du 28 mai a signalé un renforcement de la coopération entre l'Union européenne et le Japon s'agissant de promouvoir les normes les plus élevées en matière de sûreté nucléaire

dans le monde entier, particulièrement dans le cadre des processus de l'AIEA, du Groupe des Huit et du Groupe des Vingt.

La Conférence ministérielle sur la sûreté nucléaire organisée par l'AIEA en juin, à laquelle l'Union européenne a participé activement, a marqué le lancement du processus chargé de faire en sorte que la communauté internationale tire les enseignements de cet accident et les mette en œuvre pour appliquer les normes les plus élevées en matière de sûreté nucléaire à travers le monde. L'Union européenne se félicite de la déclaration issue de la réunion de juin, qui a été suivie du Plan d'action de l'AIEA sur la sûreté nucléaire. Nous nous félicitons également de la réunion de haut niveau sur la sûreté nucléaire, organisée le 22 septembre par le Secrétaire général, en marge des travaux de l'Assemblée générale.

La coopération internationale est essentielle pour promouvoir la mise en place d'un réseau mondial de sûreté nucléaire. Suite à l'accident de Fukushima, l'Union européenne s'emploie en priorité à vérifier la sûreté de toutes les centrales nucléaires de l'Union européenne sur la base d'une évaluation globale et transparente des risques et de la sûreté ou tests de résistance. Les pays voisins ainsi que d'autres ont été invités à prendre part à ces tests, auxquels l'AIEA et d'autres organisations internationales compétentes seront également associées. Parallèlement aux tests de résistance, l'Union européenne va procéder à un examen du cadre européen juridique et réglementaire en vigueur dans le domaine de la sûreté des installations nucléaires, qui devrait être mené à bien d'ici à la fin de l'année.

En 2009, l'Union européenne a adopté une directive sur la sûreté nucléaire, contraignante pour l'ensemble des 27 États membres de l'Union européenne et qui porte sur les principales normes de sûreté nucléaire. Une directive similaire a été adoptée en juillet sur la gestion responsable et sûre du combustible irradié et des déchets radioactifs.

L'Union européenne reste attachée à une action multilatérale efficace contre la prolifération des armes de destruction massive. Par conséquent, nous nous réjouissons du consensus dégagé à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 2010. Le plan d'action convenu, ainsi que l'accord concernant le processus de mise en œuvre de la résolution relative au Moyen-Orient adoptée en 1995, y compris la tenue

d'une conférence en 2012, illustrent notre volonté commune non seulement de respecter le régime de non-prolifération nucléaire, mais aussi de le renforcer.

Les 6 et 7 juillet derniers à Bruxelles, l'Union européenne a organisé un séminaire pour contribuer au processus de préparation de la conférence de 2012. Ce séminaire a permis la participation de tous et un échange de vues ouvert et constructif autour de la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient, et nous attendons maintenant avec intérêt la tenue du forum de l'AIEA convoqué par le Directeur général de l'Agence les 21 et 22 novembre à Vienne. Cet esprit de coopération, dans la perspective de la Conférence de 2012, est louable et nous devons tous nous efforcer de le maintenir.

La Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 a réaffirmé le rôle de l'AIEA, chargée de vérifier et d'assurer le respect par les États parties de leurs obligations au titre des accords de garanties, en vue d'empêcher le détournement des matières nucléaires de leurs utilisations pacifiques. L'Union européenne demeure profondément préoccupée de ce que le régime de non-prolifération reste perpétuellement et gravement remis en cause par la République islamique d'Iran, la République populaire démocratique de Corée et la République arabe syrienne, ainsi que l'indique le Directeur général de l'AIEA. L'Union européenne réaffirme qu'elle entend le rôle du Conseil de sécurité comme un rôle d'arbitre en dernier recours pour les questions de paix et de sécurité internationales, consistant à prendre les mesures qui s'imposent en cas de non-respect des obligations conférées par le TNP, et notamment des accords de garanties.

Le système des garanties de l'Agence constitue un élément fondamental du régime de non-prolifération nucléaire et joue un rôle indispensable dans l'application du TNP. À cet égard, l'Union européenne tient à exprimer ses plus vifs regrets face au fait qu'à la cinquante-cinquième session de la Conférence générale de l'AIEA, aucune résolution n'a été adoptée en vue du renforcement de l'efficacité et de l'amélioration de l'efficacité du système des garanties et de l'application du Modèle de protocole additionnel. Il s'agit de la première session où la Conférence générale de l'AIEA n'ait pas adopté la résolution portant sur le renforcement du système des garanties. L'Union européenne appelle l'Agence et ses États membres à œuvrer de concert pour veiller à ce que la question

importante des garanties soit examinée comme il convient à la cinquante-sixième session ordinaire de la Conférence générale de l'AIEA.

L'Union européenne tient à redire que, de son point de vue, les mesures contenues dans le Modèle de protocole additionnel font partie intégrante du système des garanties de l'AIEA et que les accords de garanties généralisées, de même que les protocoles additionnels, constituent la norme de vérification actuelle de l'AIEA. L'Union européenne appelle à l'universalisation sans délai de ces deux instruments essentiels du système de garanties de l'AIEA.

L'Union européenne considère que les pays qui envisagent ou qui prévoient de faire figurer l'énergie nucléaire dans leurs stratégies énergétiques doivent travailler en coopération étroite avec l'Agence afin de s'assurer que les conditions les plus strictes sont respectées sur les plans juridiques, de la sûreté d'exploitation, de la sécurité et de la non-prolifération. L'Union européenne demeure convaincue des avantages qu'offre une démarche multilatérale dans le cadre du cycle du combustible nucléaire.

En accord avec les conclusions du TNP sur cette question, l'Union européenne se félicite des mesures prises par l'AIEA pour créer une banque d'uranium faiblement enrichi et réaffirme l'engagement qu'elle a pris d'appuyer financièrement cette initiative. Ce financement consisterait par exemple en un montant allant jusqu'à 20 millions d'euros, versé dans le cadre de l'instrument de stabilité, auquel s'ajouterait une contribution supplémentaire de 5 millions d'euros maximum, en application d'une décision prise au titre de la Politique étrangère et de sécurité commune.

Nous nous trouvons face à une nouvelle ère, où s'imposent les menaces d'acteurs non étatiques, en particulier de terroristes, qui cherchent à se procurer des armes de destruction massive et des technologies et matières connexes, l'un des risques potentiellement les plus destructeurs pour la sécurité mondiale. Compte tenu des menaces actuelles, l'Union européenne appuie activement l'application des résolutions 1540 (2004) et 1887 (2009) du Conseil de sécurité, ainsi qu'un certain nombre d'autres initiatives internationales.

Suite au succès du Sommet de Washington sur la sécurité nucléaire tenu le 13 avril 2010, l'Union européenne attend avec intérêt le sommet de suivi, à Séoul, en mars 2012, qui sera consacré au renforcement des engagements en faveur de l'amélioration de la sécurité nucléaire dans le monde.

L'Union européenne soutient le rôle important joué par l'AIEA dans la défense des objectifs du Sommet sur la sécurité nucléaire. Elle appuie les activités menées par l'AIEA en matière de sécurité nucléaire dans le cadre de la mise en œuvre de sa Stratégie contre la prolifération des armes de destruction massive. L'Union européenne est l'un des principaux donateurs du Fonds pour la sécurité nucléaire de l'AIEA, par ses contributions propres comme par les contributions de ses différents États membres, avec des financements dont le montant à la fin de l'année 2010 s'élevait à environ 30 millions d'euros.

À cet égard, l'Union européenne se félicite que, dans le budget ordinaire de l'AIEA, les crédits alloués au financement d'activités liées à la sécurité nucléaire aient été augmentés pour le budget-programme de 2012-2013. Une protection physique efficace est de la plus haute importance pour que des matières nucléaires ne risquent pas de se retrouver aux mains de terroristes ou d'être accidentellement utilisées pour d'autres usages, et pour protéger les installations nucléaires contre une utilisation non autorisée et des actes malveillants. L'Union européenne appelle donc tous les États qui ne l'ont pas encore fait à devenir partie à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et à son Amendement.

L'Union européenne appuie également depuis longtemps le Programme de coopération technique de l'AIEA. Nous apprécions le rôle qu'il joue dans la mise au point responsable d'applications pacifiques des technologies nucléaires aux domaines de la santé, de l'alimentation et de l'agriculture, des ressources en eau, de l'environnement et de l'énergie nucléaire, en mettant l'accent sur la sûreté nucléaire et radiologique dans les États membres qui participent à ce programme. L'Union européenne apprécie toute l'importance de la contribution qu'apportent les projets mis en place dans le cadre du Programme de coopération technique à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Plusieurs instruments financiers de l'Union européenne sont mis à contribution pour appuyer à la fois l'AIEA et la coopération avec des pays tiers en vue de promouvoir l'utilisation de l'énergie et de la technologie nucléaires à des fins pacifiques, pour un montant annuel total de 150 millions d'euros au minimum. Une partie de ces financements va à des pays tiers par le biais du Fonds de coopération

technique de l'AIEA, dont l'Union européenne et ses États membres sont les principaux bailleurs de fonds.

M^{me} Sodov (Mongolie) (*parle en anglais*) : Ma délégation tient à remercier le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Yukiya Amano, de sa présentation du rapport de l'Agence (voir [A/66/95](#)) et des informations qu'il nous a fournies sur les nouveaux faits survenus depuis que l'Assemblée générale a été saisie de ce rapport.

Le Gouvernement mongol voudrait tout d'abord présenter à nouveau ses sincères condoléances au peuple et au Gouvernement japonais suite aux tragiques pertes humaines et aux souffrances causées par le séisme et le tsunami du 11 mars. Cette tragique catastrophe nous a rappelé de la façon la plus grave la nécessité de combler les lacunes existantes en matière de sécurité et de renforcer constamment la sûreté et la sécurité des installations nucléaires dans le monde entier.

L'AIEA, seule organisation internationale dotée du savoir-faire correspondant, doit prendre la tête des efforts internationaux visant à renforcer la sûreté et la sécurité nucléaires mondiales. Comme il est souligné à juste titre dans le rapport, l'AIEA a fait office, durant les semaines qui ont immédiatement suivi l'accident de Fukushima, de point focal international en aidant l'exploitant de la centrale et les autorités japonaises à faire face aux conséquences désastreuses de cet accident. Elle a également joué un rôle important dans la diffusion d'informations vérifiées sur la situation sur le site de Fukushima et aux alentours de la centrale.

Il convient également de souligner que de nombreux États membres, de même que la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, l'Organisation mondiale de la Santé et d'autres organisations internationales compétentes, ont travaillé en coopération étroite durant ces semaines décisives, et démontré ainsi l'efficacité de l'action commune à l'échelle du système des Nations Unies quand il s'agit de surmonter ensemble des difficultés et de répondre à des besoins communs.

Ma délégation félicite l'AIEA d'avoir convoqué en juin la Conférence ministérielle de haut niveau sur la sécurité nucléaire qui a adopté une déclaration visant à renforcer encore la sûreté nucléaire, à améliorer la préparation aux situations d'urgence et à protéger des radiations les populations et l'environnement de la planète. S'appuyant sur cette déclaration, la

Conférence générale de l'AIEA a adopté un Plan d'action sur la sûreté nucléaire qui comprend 12 mesures principales axées, entre autres, sur l'évaluation de la sûreté, les évaluations par des pairs de l'AIEA, la préparation et la conduite des interventions d'urgence, le renforcement des capacités, la communication et la diffusion de l'information ainsi que la recherche-développement. La Mongolie estime que l'application énergique de ce Plan d'action est de nature à permettre un renforcement concret du régime de sûreté nucléaire.

Nous considérons également que l'organisation, sur la proposition du Gouvernement japonais, d'une conférence internationale chargée de tirer les enseignements de l'accident de Fukushima permettra également d'améliorer concrètement la préparation et la conduite des secours d'urgence. L'expérience qui a suivi l'accident de Fukushima a démontré la nécessité de renforcer le régime de responsabilité internationale pour permettre une indemnisation suffisante suite aux préjudices subis par la population et l'environnement dans ce type d'accidents.

C'est un fait acquis que la sûreté et la sécurité nucléaires sont une préoccupation commune de tous les pays du monde. De nos jours, elles revêtent une importance particulière pour les pays tels que la Mongolie, qui se lance dans l'exploitation de l'uranium et qui envisage d'ajouter l'énergie nucléaire à son bouquet énergétique. La Mongolie est consciente que l'exploitation de l'uranium entraîne d'importantes responsabilités, notamment celle de garantir la sécurité physique des matières nucléaires à tous les stades du cycle du combustible nucléaire. Elle demandera donc à l'Agence et à ses partenaires internationaux des conseils et une aide afin d'exploiter correctement ses réserves d'uranium.

Nous envisageons à présent de mener une étude de préfaisabilité avec l'Agence afin de déterminer si nous devrions ajouter l'énergie nucléaire à notre bouquet énergétique. Dans le cadre de ses mesures initiales, le Gouvernement mongol se prépare également à adhérer à la Convention sur la sûreté nucléaire et à la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs.

La Mongolie félicite par ailleurs l'AIEA du rôle central qu'elle joue dans la promotion de la non-prolifération grâce à son mécanisme de garanties et de vérification, ainsi que dans la promotion du transfert

des compétences, des sciences et des technologies nucléaires à ses membres. À en juger par les projets mis en place par l'AIEA dans mon pays, je puis déclarer avec certitude que l'Agence apporte une contribution formidable à l'action mondiale en faveur du développement en mettant à disposition les compétences, la formation et le matériel nécessaires. Je saisis cette occasion pour remercier l'AIEA de l'aide cruciale qu'elle apporte aux pays en développement, y compris mon propre pays, la Mongolie.

L'année dernière, la Mongolie a été choisie pour être l'un des huit pays pilotes du Programme d'action en faveur de la cancérothérapie (PACT) de l'AIEA. En tant que pays pilote, la Mongolie s'emploie à renforcer ses capacités en matière de radiothérapie afin de garantir l'efficacité du dépistage précoce et du traitement du cancer. Nous élargirons bientôt nos services de radiothérapie en installant un accélérateur linéaire de particules dans notre capitale, Oulan-Bator. Dans le cadre de sa coopération avec le PACT, le Gouvernement mongol a élaboré un plan d'action général pour la prévention du cancer et la lutte contre le cancer pour la période 2011-2021 et adopté un plan stratégique de développement de la radiothérapie pour la même période. La mise en œuvre de ces politiques nous permettra de lutter plus efficacement contre le fléau grandissant du cancer et, en même temps, de faire part de notre expérience de pays pilote à d'autres pays.

L'agriculture, la sécurité alimentaire et le renforcement global des capacités sont d'autres domaines prioritaires de notre coopération avec l'Agence. Étant un pays agricole, la Mongolie attache une grande importance à l'augmentation de sa production agricole, en particulier sa production de viande. La Mongolie met donc un accent particulier sur sa coopération avec l'Agence en vue de la production et la fourniture durables de vaccins et de kits de diagnostic pour combattre les maladies animales transfrontières.

En tant que pays sans littoral au climat sec, la Mongolie s'est félicitée de l'accent mis cette année sur l'eau et les perspectives d'une meilleure utilisation de l'eau grâce aux technologies nucléaires lors du Forum scientifique, qui a eu lieu durant la Conférence générale de l'AIEA.

Cette année, la Mongolie a présenté huit propositions de projets pour le nouveau cycle biennal 2012-2013, correspondant à ses besoins prioritaires et au mandat de l'Agence. Je note avec une grande

satisfaction que notre volonté de coopérer étroitement avec l'Agence se reflète dans le fait que le taux d'exécution des projets de l'AIEA en Mongolie est le plus élevé de la région de l'Asie et du Pacifique cette année.

Comme les années précédentes, ma délégation est heureuse de se porter coauteur du projet de résolution sur le rapport de l'AIEA, qui est publié sous la cote [A/66/L.6](#).

M. Tarar (Pakistan) (*parle en anglais*) : Nous accueillons avec satisfaction le rapport annuel (voir [A/66/95](#)) de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et nous remercions l'Agence et son Directeur général de leurs efforts. Le Pakistan est récemment arrivé au terme de son mandat de Président du Conseil des gouverneurs de l'AIEA pour la période 2010-2011, et le fait qu'il en a assuré la présidence montre que la communauté internationale a confiance en la capacité de mon pays à apporter sa contribution et à jouer un rôle dans les domaines qui relèvent de la compétence de l'Agence.

Depuis sa création il y a 54 ans, l'AIEA est devenue une organisation capable de faire avancer les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité et de promouvoir le développement socioéconomique. Le rôle de l'Agence est devenu d'autant plus important que l'environnement international est de plus en plus complexe et difficile. L'augmentation rapide de la demande énergétique mondiale, les pénuries de carburants fossiles et les divers problèmes environnementaux, de même que les préoccupations relatives à la sûreté et à la sécurité, vont probablement occuper l'AIEA dans un avenir proche. Pour remplir correctement ces fonctions, il sera important que l'AIEA soit perçue comme un organe impartial, efficace et professionnel – pas simplement comme un gendarme nucléaire.

Nous souscrivons à l'évaluation faite par l'Agence après la catastrophe de Fukushima selon laquelle l'énergie nucléaire restera une autre source possible d'énergie préférable, viable, sûre et durable. Les événements survenus dans les centrales nucléaires de Fukushima ont mis en évidence la crainte justifiée que suscite dans le public le régime de sûreté nucléaire. Nous appuyons pleinement le rôle que joue l'AIEA à la tête de l'action mondiale visant à évaluer et officialiser les enseignements tirés des événements de Fukushima. L'action de l'Agence, notamment la convocation d'une

conférence ministérielle sur la sûreté nucléaire et l'adoption d'un plan d'action sur la sûreté nucléaire, a été à la fois opportune et utile. La réunion de haut niveau sur la sûreté et la sécurité nucléaires organisée par le Secrétaire général ici même, à New York, en septembre, a également permis d'axer l'attention internationale sur les questions importantes liées à la sûreté nucléaire.

Le Plan d'action établi par l'AIEA et ses États membres constitue une base importante en vue du renforcement du cadre mondial de sûreté nucléaire partout dans le monde. Les participants à la réunion de haut niveau ont réaffirmé à juste titre leur appui au rôle directeur de l'Agence pour ce qui est de prendre en compte les enseignements tirés de l'expérience et de permettre à ses États membres d'appliquer ces enseignements à l'échelle nationale.

Lors de l'élaboration d'un régime de sûreté nucléaire renforcé, il est essentiel de tenir compte de la nature changeante des besoins et de la situation des pays. Les propositions visant à changer d'orientation et leurs modalités d'application devraient être fondées sur des évaluations techniques et objectives. La mise en œuvre effective du Plan d'action sur la sûreté nucléaire dépendra en grande partie du niveau d'aide et de coopération internationales dont bénéficieront les pays en développement. Nous appuyons pleinement les vues du Mouvement des pays non alignés sur cette question essentielle, et nous attendons avec intérêt de collaborer avec les États membres pour poursuivre un programme concerté de sûreté nucléaire.

De notre côté, nous avons déjà entamé un examen d'ensemble de la sûreté des centrales nucléaires existantes en ce qui concerne notamment les études sur le terrain, les systèmes de sûreté, les systèmes d'alimentation d'urgence, la préparation aux situations d'urgence hors site, etc. Ces évaluations du niveau de sûreté seront également applicables à nos futures centrales nucléaires. Nous étudierons les conclusions de cet examen et apporterons les modifications nécessaires.

L'AIEA et la Commission de l'énergie atomique du Pakistan ont été créées il y a 50 ans, presque en même temps. Les deux organisations ont grandi ensemble et ont établi une relation de coopération mutuellement bénéfique qui s'est avérée extrêmement précieuse pour le Pakistan.

Nous avons bénéficié des connaissances mises à notre disposition sous forme de missions d'experts,

d'équipes d'examen de la sûreté d'exploitation, de missions d'équipes d'analyse des événements importants pour la sûreté, et du Programme de coopération technique de l'Agence. Nous attachons la plus haute importance au Programme de coopération technique de l'AIEA et tenons à souligner combien il importe que des ressources supplémentaires soient garanties pour des activités de coopération technique, le transfert de technologie et des installations de formation pour les pays en développement grâce, entre autres, à une plus grande participation des pays en développement à l'élaboration et à la mise en œuvre du Programme.

Le Pakistan défend depuis longtemps l'utilisation de la technologie nucléaire en faveur de la paix, du progrès et de la prospérité pour tous. La relance de l'économie et du développement socioéconomique de notre peuple est une priorité centrale du Gouvernement pakistanais. Une énergie nucléaire sûre et durable est essentielle au progrès de notre programme de développement. La Commission de l'énergie atomique du Pakistan s'emploie activement à appliquer la technologie nucléaire au progrès socioéconomique du pays, notamment dans le domaine du diagnostic et du traitement du cancer, de l'agriculture, de la conservation des aliments, de la gestion de l'eau et de l'industrie. Mais notre tâche la plus importante reste l'utilisation de l'énergie nucléaire pour la production d'électricité.

À l'heure actuelle, la quantité d'électricité produite par l'énergie nucléaire au Pakistan est plutôt modeste. Nous voudrions porter le niveau actuel de 750 mégawatts d'électricité produite par l'énergie nucléaire à 8 800 mégawatts d'ici à 2030. C'est un impératif de développement difficile mais important que nous sommes déterminés à réaliser. Au début de l'année, l'approbation unanime par le Conseil des gouverneurs de l'AIEA d'un accord de garanties généralisées pour les centrales nucléaires C3 et C4 signalait la reconnaissance par la communauté internationale de la compétence du Pakistan dans la gestion en toute sécurité des centrales nucléaires. La conclusion de cet accord de garanties généralisées sur ces deux centrales, dont chacune a une capacité de production de 340 mégawatts, est un jalon important de notre stratégie en matière de sécurité énergétique.

La Commission de l'énergie atomique du Pakistan gère actuellement 14 hôpitaux de médecine et d'oncologie nucléaires dans le pays. Et quatre autres hôpitaux sont en cours de construction. Mais ils ne

suffisent toujours pas à couvrir les besoins de notre très importante population, et nous comptons continuer à agrandir nos capacités dans le secteur public afin de desservir les populations pauvres et méritantes.

Nous produisons la plupart des produits radiopharmaceutiques dont le pays a besoin et, ayant récemment construit une usine de production de molybdenum-99, nous sommes désormais en mesure de l'exporter. Nos centres d'agriculture et de biotechnologie apportent aussi de précieuses contributions aux secteurs de l'agriculture et de l'élevage du pays.

En outre, la Commission de l'énergie atomique du Pakistan a mis au point une très bonne infrastructure pour traiter des divers problèmes relatifs à la gestion des ressources en eau grâce aux techniques isotopes. Nous participons au programme de l'AIEA sur l'intercalibrage des normes et assurons également des services spécialisés et analytiques dans ce domaine aux États membres de l'AIEA dans la région. Nous avons un réseau d'institutions de formation et d'éducation qui couvre l'ensemble des principaux aspects de la science et de la technologie nucléaires. Outre qu'ils répondent aux besoins de nos propres programmes, ces instituts sont disposés à recevoir les participants d'autres États membres de l'AIEA.

Nous apprécions l'assistance que fournit l'AIEA par le biais de services d'experts, du développement de matériel et de la mise en valeur des ressources humaines pour nous aider à mettre en place et à améliorer toutes ces installations. C'est un domaine où l'AIEA doit également favoriser la croissance d'autres pays et, fort de notre expérience, nous pouvons l'aider.

La sécurité nucléaire est devenue un domaine important qui exige une attention et des mesures appropriées. Si nous sommes favorables à l'accent placé par la communauté internationale sur la réalisation des objectifs visés en matière de sécurité nucléaire et aux efforts qu'elle déploie dans cette optique, nous sommes d'avis, comme l'AIEA, que c'est à chaque État qu'incombe la responsabilité de la sécurité nucléaire.

Sur le plan international, l'AIEA a un rôle central et directeur à jouer dans l'élaboration de directives, de recommandations, de codes et de documents d'orientation dans le domaine de la sécurité nucléaire. Compte tenu de son mandat, de sa compétence technique et de ses nombreux membres, l'AIEA est, pour ses États membres, un excellent forum d'examen

des propositions faites en vue de revoir et de renforcer le cadre international de sécurité nucléaire.

M^{me} King (Australie), Vice-Présidente, assume la présidence.

Ces dernières années, un certain nombre d'initiatives et d'activités ont été lancées de par le monde en vue de promouvoir le programme de sécurité nucléaire. Et souvent, il y avait double emploi. Nous partageons pleinement les préoccupations de l'AIEA à l'égard du chevauchement continu des activités relatives à la sécurité nucléaire. Nous tenons à réitérer que l'AIEA est seule à avoir le rôle, l'autorité, la compétence et la légitimité de diriger et de coordonner les politiques, les activités opérationnelles et l'assistance dans le domaine de la sécurité nucléaire.

De même, il serait contreproductif, tant financièrement que sur le plan politique, de mener en double les activités liées à la sécurité nucléaire, surtout au niveau de la conception et de la mise au point de directives, recommandations, normes et documents d'orientation parallèles dans les divers domaines de la sécurité nucléaire.

Au vu de la nature et des structures de mise en œuvre de l'AIEA en matière de sûreté et de sécurité nucléaires, nous déconseillons de chercher à établir un seul type de normes. Ces deux domaines ont des philosophies, des causes, des instruments juridiques et des exigences opérationnelles qui divergent, même s'ils partagent peut-être le même niveau de risques.

Le Pakistan a pris plusieurs mesures législatives, organisationnelles et administratives pour accroître la sûreté et la sécurité de nos installations nucléaires, de nos équipements et de notre cadre réglementaire. Notre Autorité de contrôle nucléaire a fait la preuve, depuis 10 ans, de ses capacités professionnelles de surveillance. L'Autorité a connu une croissance rapide au cours de la dernière décennie, et exerce désormais son rôle de contrôleur avec énergie, indépendance et crédibilité.

L'Autorité a renforcé son infrastructure réglementaire et élargi son champ d'activités de réglementation. Elle a également marqué un jalon important, passant du contrôle des matières et de l'équipement nucléaires à la gestion des ressources radioactives. Ce faisant, l'Autorité s'est conformée aux normes et pratiques internationales tout en maintenant des liens très étroits avec l'AIEA, tant en qualité de bénéficiaire que de donateur.

L'approche professionnelle adoptée par l'Autorité pour exécuter le plan d'action sur la sécurité nucléaire au Pakistan lui a valu l'appréciation générale de ses homologues partout dans le monde. Elle met actuellement en œuvre la deuxième phase du plan, en collaboration avec l'AIEA. Par ailleurs, nous participons depuis déjà plusieurs années à la Base de données sur le trafic nucléaire de l'AIEA.

Le dispositif mondial de non-prolifération a connu de grandes transformations ces dernières années. Nous avons vu se dessiner des tendances et des orientations qui ont asséné des coups majeurs au régime de non-prolifération. Les politiques et pratiques fondées sur des considérations commerciales et politiques ont sapé le caractère sacré des normes et instruments juridiques en place depuis longtemps qui étaient le régime de non-prolifération.

Le Pakistan croit en l'adoption d'une approche équitable, non discriminatoire et basée sur des critères pour faire avancer les objectifs universels de non-prolifération et de promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Nous espérons également que l'examen des questions relatives à la sûreté et à la sécurité nucléaires facilitera, au lieu de l'entraver, la recherche d'utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire en faveur du programme de développement et de la lutte contre la dégradation de l'environnement.

M. Gupta (Inde) (parle en anglais) : Ma délégation remercie le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour sa déclaration, qui nous a fourni des informations supplémentaires sur les nouvelles activités de l'Agence en 2010. Nous félicitons également l'AIEA pour son rapport de 2010 (voir [A/66/95](#)) qui souligne le rôle central de l'Agence dans la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. L'Inde a participé à la Réunion de haut niveau sur la sûreté et la sécurité nucléaires réclamée par le Secrétaire général et tenue à New York le 22 septembre 2011.

Nous examinons les faits nouveaux survenus dans le monde en 2010 dans le domaine nucléaire dans le contexte de la série d'accidents qui se sont produits en mars 2011 dans plusieurs installations des centrales nucléaires de Fukushima Daiichi, au Japon, à la suite d'un séisme dévastateur et du tsunami qu'il a provoqué.

L'incident nucléaire de Fukushima a suscité l'attention du monde entier et a soulevé des préoccupations quant à la sûreté nucléaire face aux catastrophes naturelles particulièrement importantes.

Nous sommes convaincus que la communauté nucléaire mondiale se montrera à la hauteur de la situation et qu'elle prendra toutes les mesures nécessaires pour dissiper les craintes du grand public quant à la sûreté des centrales nucléaires. Il est essentiel que les États Membres unissent leurs forces pour renforcer l'AIEA, qui joue un rôle de premier plan dans la canalisation de l'action mondiale relative à la sûreté nucléaire. L'Inde appuie le Plan d'action de l'AIEA sur la sûreté nucléaire entériné par la Conférence générale le 22 septembre.

Il ne faut pas amoindrir le rôle de l'énergie nucléaire en tant que source d'énergie propre, qui est essentielle pour répondre aux besoins énergétiques croissants et remédier aux préoccupations suscitées par les changements climatiques. La sûreté nucléaire devrait être considérée non pas comme un processus statique mais comme un processus en constante évolution, et l'Agence doit jouer un rôle important en coordination avec tous les acteurs concernés dans les efforts pour la renforcer encore. À ce stade, il est indispensable que l'Agence prenne toutes les mesures nécessaires pour apaiser les craintes du public et des États Membres quant à la sûreté des centrales nucléaires, compte tenu des progrès actuels en matière de conception et de technologie. Nous encourageons l'Agence à continuer de soutenir l'ensemble des activités liées à la promotion de l'énergie nucléaire.

L'Inde considère l'énergie nucléaire comme un élément essentiel de son panier énergétique national. Nous sommes déterminés à avancer dans notre programme nucléaire en trois phases reposant sur un cycle de combustible fermé. Nous envisageons dans les décennies à venir une forte expansion de l'énergie nucléaire, qui pourrait atteindre 20 000 mégawatts (MW) d'ici à 2020 et jusqu'à 60 000 MW, d'après les prévisions d'ici à 2030.

Notre bilan en matière de sûreté nucléaire tirée de 345 années-réacteurs d'opération et impeccable, mais nous reconnaissons qu'il importe de continuer d'améliorer constamment par des innovations nos normes et pratiques en matière de sûreté nucléaire couvrant toute la gamme d'activités correspondantes – choix du site, conception, construction, exploitation et amélioration.

Le Gouvernement indien a souligné à maintes reprises qu'il accordait la plus haute priorité à la question de la sûreté de nos centrales nucléaires. Le Gouvernement a adopté un certain nombre de mesures

et a notamment déposé au Parlement un projet de loi visant à modifier le statut de l'Office indien de réglementation de l'énergie atomique, pour qu'il devienne de droit une autorité indépendante de réglementation nucléaire. Six commissions d'examen de la sûreté se sont penchées sur divers aspects de la sûreté nucléaire et, tandis qu'il est procédé à des examens approfondis, certaines mesures propres à renforcer la sûreté sont déjà mises en œuvre. L'Inde invitera les Équipes d'examen de la sûreté d'exploitation de l'AIEA à assister l'Inde dans ses évaluations et ses audits concernant la sûreté. Tous les réacteurs, qu'ils soient locaux ou importés, répondant sans exception aux normes de sûreté renforcées.

Les rapports sur l'évaluation de la sûreté et les mesures prises pour donner suite aux résultats de cette évaluation sont rendus publics aux fins d'accroître la transparence et de renforcer la confiance du public. Un intérêt croissant est accordé à la préparation et à l'intervention en cas d'urgence en prévision de possibles accidents nucléaires autres que les accidents hors-dimensionnement. L'Autorité nationale de gestion des catastrophes a établi un document intitulé « Gestion des urgences nucléaires et radiologiques » qui propose une approche holistique et intégrée de la gestion des catastrophes, couvrant tous ses aspects, à savoir la prévention, l'atténuation, la préparation, la conformité aux spécifications réglementaires, le renforcement des capacités, l'intervention, les secours, le relèvement, la remise en état et la reconstruction.

Le programme nucléaire indien est orienté vers l'optimisation du potentiel énergétique offert par les ressources en uranium disponibles et l'exploitation des vastes réserves de thorium. Nous pensons que les ressources en uranium disponibles dans le monde ne permettront pas de maintenir durablement l'expansion envisagée de l'énergie nucléaire à moins d'adopter l'approche du cycle du combustible fermé. Nous encourageons l'Agence à s'intéresser davantage au cycle du combustible thorium.

Nous nous réjouissons de l'inclusion d'activités liées au développement de la technologie des réacteurs nucléaires. Ma délégation appuie pleinement les activités de l'Agence destinées à stimuler l'innovation dans le secteur de l'énergie nucléaire par l'intermédiaire de groupes de travail techniques sur les différentes technologies des réacteurs, les réacteurs de faible et moyenne puissance et les applications non électriques. Les projets de recherche que coordonne l'Agence sont un excellent moyen de faire mieux

comprendre et de développer plus avant la technologie. Nous nous félicitons de la publication en 2010 d'une version actualisée de son Système d'information sur les réacteurs avancés, qui contient des informations détaillées sur tous les modèles et concepts de réacteurs avancés.

L'Inde a été associée au Projet international sur les réacteurs nucléaires et les cycles du combustible nucléaire innovants dès son lancement. Nous avons contribué pour beaucoup à le faire progresser et nous pensons que ce programme est susceptible de rendre l'énergie nucléaire accessible d'une façon sûre et durable, en particulier aux nouveaux entrants qui empruntent cette voie.

L'Inde attache une grande importance aux activités de l'Agence dans le domaine des sciences nucléaires. Nous contribuons à ces activités en participant aux réunions techniques et aux projets de recherche coordonnés, et nous appuyons aussi le programme de fusion nucléaire de l'Agence. L'Inde contribue au projet de Réacteur thermonucléaire expérimental international (ITER) en fournissant du matériel spécial et des services de spécialistes. En 2010, la construction d'un bâtiment abritant un laboratoire pour l'ITER-Inde était quasiment achevé.

Ma délégation est d'avis que le programme de travail et les réalisations de l'Agence dans le domaine des applications nucléaires sont importants et particulièrement utiles pour répondre aux besoins des pays en développement. Il y a lieu de noter, à cet égard, les activités menées dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, de la santé humaine et de la nutrition et des ressources en eau, entre autres.

Des experts indiens participent régulièrement à tous ces programmes et apportent un appui à l'Agence. L'appareil de telecobalt Bhabhatron, offert par le Gouvernement indien au Viet Nam dans le cadre du Programme d'action pour la cancérothérapie de l'AIEA, a été mis service avec succès en 2010. L'installation d'un autre appareil Bhabhatron à Sri Lanka, offert dans le cadre d'un arrangement analogue, est actuellement en cours. Des experts indiens apportent un appui à Sri Lanka pour la construction, la mise en place et la mise en service de cet appareil et à la formation du personnel technique. Notre délégation félicite l'Agence pour ses activités liées à la gestion des connaissances et au renforcement des capacités nucléaires des États Membres. À cet égard, nous notons avec plaisir qu'il ait été déclaré que l'Institut de recherche St. John de

Bengaluru, a été désigné premier centre de collaboration avec l'AIEA pour la nutrition.

L'Inde appuie les activités de l'AIEA. Mais voilà que nous nous sommes joints aux auteurs du projet de résolution [A/66/L.6](#) sur le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

M^{me} Camejo (Cuba) (*parle en espagnol*) : Cuba salue et appuie le rôle important de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). L'application des techniques nucléaires contribue à atténuer la dégradation des sols, la désertification, le réchauffement climatique et autres phénomènes naturels qui ont un impact sur la production alimentaire et la vie de l'homme sur Terre.

Nous accordons une grande priorité à la coopération entre les pays en développement. À cet égard, Cuba est un membre actif, depuis sa mise en place il y a 26 ans, de l'Accord régional de coopération pour la promotion des sciences et techniques nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (ARCAL), qui a permis aux pays de notre région et au secrétariat de l'AIEA d'obtenir des résultats importants, en particulier s'agissant de donner corps à l'alliance stratégique entre l'ARCAL et l'Agence.

Par ailleurs, notre participation au Forum ibéro-américain d'organismes de réglementation radiologique et nucléaire a permis d'atteindre l'objectif de maintenir un niveau élevé de sûreté radiologique, nucléaire et physique dans les pays membres et, par extension, dans l'ensemble de la région de l'Amérique latine. Le Forum, une association regroupant les organismes de réglementation de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de Cuba, de l'Espagne, du Mexique, du Pérou et de l'Uruguay, a travaillé d'arrache-pied sur des aspects clefs et inédits de la sécurité radiologique et nucléaire, grâce à la mise en commun des connaissances et des informations dont disposent les différents organismes de réglementation par l'intermédiaire du Réseau ibéroaméricain, dont nous espérons renforcer l'utilité intrinsèque. Cuba se réjouit à l'idée que le quinzième anniversaire du Forum sera célébré l'an prochain sous sa présidence.

La composante coopération technique de l'AIEA doit être renforcée et dotée des ressources à la mesure de son caractère prioritaire, sans qu'aucune condition ne soit posée. Notre attachement à la coopération technique est fort, comme en témoignent, entre autres, les exemples suivants. À la fin de l'année 2010, le taux d'exécution des projets de coopération technique était

de plus de 77 %, ce qui confirme le taux d'exécution élevé qu'a toujours affiché Cuba, même s'il est légèrement inférieur à celui d'autres années en raison des effets du blocus que le Gouvernement des États-Unis continue d'imposer à notre peuple.

Sept bourses ont été accordées à des étrangers pour des visites scientifiques. Cinquante missions d'experts ont été effectuées, dont 9 pour des réunions techniques, 23 pour des projets régionaux et 18 au titre de l'ARCAL. Cuba a participé à 20 projets de l'ARCAL, honorant ainsi 100 % des engagements contractés au sein de ce programme. Les quatre premières réunions de l'ARCAL se sont déroulées à Cuba, en sa qualité de pays chef de file de ces projets.

Dans le cadre de l'ARCAL, nous avons organisé 20 cours et ateliers, huit réunions de coordination, 18 missions d'experts, et avons participé aux réunions ordinaires et extraordinaires des organes politiques et techniques de l'ARCAL. De plus, nous avons pris part à six projets régionaux relatifs à la protection radiologique. Notre pays a participé amplement aux programmes de recherche coordonnés. En 2010, des chercheurs cubains ont participé à 15 contrats de recherche dans le cadre de ces programmes.

Cuba s'acquitte de ses obligations financières à l'égard du Fonds de coopération technique de l'AIEA, notamment s'acquittant de la totalité des coûts de participation nationaux qui lui incombent.

Tout en réaffirmant l'importance du rôle joué par l'AIEA et de ses liens avec le système des Nations Unies, en particulier avec le mécanisme de désarmement, nous profitons de cette occasion pour rappeler que nos efforts conjoints doivent viser à continuer de promouvoir le désarmement nucléaire en tant que priorité absolue, compte tenu de la grave menace que fait peser sur la paix, la sécurité et la survie de l'espèce humaine l'existence même de plus de 22 000 ogives nucléaires et les doctrines et stratégies militaires qui perpétuent la possession et l'usage de telles armes.

Le blocus économique, commercial et financier que le Gouvernement des États-Unis impose à Cuba depuis plus de 50 ans a un effet sur les activités de l'AIEA dans notre pays et est contraire au statut de l'Agence. Au 31 décembre 2010, le blocus a causé des pertes économiques pour mon pays qui dépassent les 975 milliards de dollars, en valeur actuelle de cette monnaie.

À cause du blocus, l'AIEA éprouve des difficultés à acquérir les équipements spécialisés nécessaires pour les projets menés à Cuba, car les entreprises des États-Unis d'Amérique ou celles dont une partie du capital appartient à ce pays ne peuvent pas vendre cet équipement pour utilisation à Cuba, sous peine de sanctions. De même, il est difficile pour nos ressortissants de participer aux formations organisées aux États-Unis. Le blocus a également un impact sur l'exécution de projets relatifs à la lutte contre le cancer, qui sont une priorité de l'Agence.

Tout en dénonçant une fois de plus le blocus injuste et criminel, condamné dans cette même salle il y a quelques jours par une majorité écrasante des Membres de l'ONU (voir [A/66/PV.41](#)), Cuba salue dans le même temps les efforts constants déployés par le secrétariat de l'AIEA pour trouver des solutions face à cette situation. Nous saluons aussi les efforts de l'AIEA pour renforcer l'infrastructure de sûreté radiologique, les transports, la gestion des déchets radioactifs et des situations d'urgence dans chaque pays, afin de garantir une utilisation sûre des sources radioactives.

Cuba consacre d'importantes ressources humaines et matérielles à la sécurité, et contribue aux efforts déployés en Amérique latine et dans les Caraïbes dans ce domaine, notamment en organisant des ateliers régionaux et en mettant à disposition des experts et des services de protection radiologique. En tant que membre du Forum ibéro-américain d'organismes de réglementation radiologique et nucléaire, Cuba participe activement aux projets dans le domaine médical.

Le grave accident nucléaire survenu au Japon à la suite du séisme et du tsunami de grande intensité qui ont frappé ce pays a montré qu'il reste encore à apprendre dans ce domaine, et que nous devons intensifier nos efforts pour mieux garantir la sûreté face aux catastrophes naturelles. Cuba attache une importance particulière à ce qui a été convenu dans la Déclaration de la Conférence ministérielle sur la sécurité nucléaire, qui a eu lieu en juin, et au Plan d'action sur la sûreté nucléaire adopté à la cinquante-cinquième Conférence générale de l'Agence.

Nous réaffirmons qu'il est nécessaire de renforcer le régime de sûreté nucléaire au niveau international, en veillant à ce que les États qui possèdent des installations nucléaires s'acquittent de la responsabilité première qui est la leur et en donnant à l'AIEA le rôle

central qui lui revient en matière de promotion et de coordination des efforts internationaux et de coopération en faveur du renforcement de la sûreté nucléaire mondiale.

Cuba fait partie du petit groupe de pays que l'AIEA a certifié pour le strict respect de leurs engagements en matière de garanties, ce qui confirme que notre pays n'a pas de matières nucléaires ni d'activités nucléaires non déclarées. Nous attachons une grande importance à la question délicate des garanties, ainsi qu'à l'impartialité et au professionnalisme du secrétariat de l'AIEA dans les activités qui sont menées dans ce domaine. À de multiples occasions, nous avons critiqué sa manipulation à des fins politiques, ainsi que le fait que, malheureusement, il pratique toujours le deux poids, deux mesures dans son analyse. Les activités relatives à ce domaine relevant de la compétence exclusive de l'AIEA, nous réitérons notre rejet de toutes les décisions dans lesquelles le Conseil de sécurité a joué un rôle.

Nous confirmons que les activités de vérification doivent, en premier lieu, respecter la souveraineté et les intérêts nationaux des États Membres. Nous exhortons le secrétariat de l'AIEA de continuer à œuvrer à la création d'un climat d'impartialité, de confiance, de compréhension et de transparence fondé sur l'objectivité et la vérité et propice au règlement des cas spécifiques relatifs au respect des accords de garanties dont sont saisis le Conseil des gouverneurs ou la Conférence générale de l'AIEA. À cet égard, nous réaffirmons la nécessité de respecter le droit inaliénable qu'ont tous les États d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Nous réaffirmons être favorables à la dénucléarisation de la péninsule de Corée et à une solution négociée par les parties concernées.

Nous réaffirmons également notre appui à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Pour y parvenir, Israël devra adhérer au TNP dans les meilleurs délais et sans conditions, et soumettre ses installations nucléaires au système de garanties généralisées de l'AIEA.

Nous accueillons avec satisfaction la nomination de la Finlande en tant que facilitateur et Gouvernement hôte de la Conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, qui se tiendra

l'an prochain, et nous espérons que l'on y fera des propositions concrètes pour atteindre cet objectif.

Pour terminer, nous voulons souligner la responsabilité collective que nous avons de léguer un monde plus sûr aux générations futures. C'est pourquoi la réalisation de l'objectif du désarmement nucléaire ne peut être sans cesse remise à plus tard ni soumise à conditions. Cuba est fermement engagée dans la lutte pour un monde meilleur, exempt d'armes nucléaires.

M. Wang Min (Chine) (*parle en chinois*) : La délégation chinoise accueille avec satisfaction le rapport (voir [A/66/95](#)) de M. Yukiya Amano, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), sur les travaux de l'Agence.

Au cours de l'année écoulée, l'Agence a réalisé un énorme travail dans le cadre de son mandat statutaire. Dans le sillage de l'accident nucléaire de Fukushima Daiichi, survenu en mars dernier, l'Agence a joué un rôle central en fournissant aux États membres des informations relatives à l'accident et en concourant aux mesures prises par le Japon pour faire face à l'accident. En juin, l'Agence a organisé la Conférence ministérielle sur la sûreté nucléaire, laquelle a débouché sur l'adoption d'une Déclaration ministérielle et sur la consolidation du consensus international sur la sûreté nucléaire. L'Agence a élaboré un plan d'action détaillé sur la sûreté nucléaire, qui énonce des recommandations concrètes en la matière.

La Chine estime que les efforts de l'Agence sont très importants pour améliorer les résultats obtenus au plan international en matière de sûreté nucléaire et d'intervention d'urgence, promouvoir la coopération internationale nécessaire et garantir un développement durable et sans danger de l'énergie nucléaire mondiale.

Parallèlement, par le biais de son programme de coopération technique, l'AIEA a conseillé les États membres dans le développement de leurs projets de centrales nucléaires et a encouragé l'application des techniques nucléaires dans une large gamme de domaines comme la santé humaine, les services médicaux, l'alimentation et l'agriculture, et la protection de l'environnement. L'Agence a activement aidé certains États à renforcer leurs capacités en matière de sûreté et de sécurité nucléaires et a fourni une assistance technique dans le domaine de la sûreté d'exploitation des centrales nucléaires. L'AIEA s'est efforcée sans relâche de promouvoir l'universalité des accords de garanties généralisées et du protocole

additionnel, et elle a sérieusement appliqué les garanties. La Chine constate avec satisfaction que les États membres ont tous reconnu et appuyé l'AIEA dans son rôle.

Aujourd'hui, l'énergie nucléaire joue un rôle irremplaçable pour garantir la sécurité nucléaire, promouvoir le développement économique et lutter contre les changements climatiques. Dans le cadre de ses activités de développement de l'énergie nucléaire, la Chine respecte systématiquement le principe de « la sécurité d'abord ». La Chine a créé un système juridique relativement détaillé et un système normatif régissant la sécurité et la sûreté nucléaires, a mis en place un cadre de surveillance et de réglementation indépendant et efficace, établi un mécanisme d'intervention d'urgence complet et elle a un bilan satisfaisant en matière de sûreté. Pour renforcer la sûreté nucléaire, la Chine a toujours apporté son appui et participé activement aux initiatives internationales et régionales pertinentes en matière d'échanges et de coopération, et a également introduit et appliqué des technologies de pointe en matière d'énergie nucléaire.

La Chine accorde également une grande importance au renforcement des capacités en matière de sécurité nucléaire, et apporte son appui et participe activement aux initiatives pertinentes de coopération internationale. La Chine a ratifié l'Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ainsi que la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire. Actuellement, la Chine collabore avec les pays intéressés pour mettre en place un centre d'excellence pour la sécurité nucléaire en Chine.

La Chine soutient le rôle central que joue l'Agence dans la sécurité nucléaire et a décidé de contribuer à hauteur de 200 000 dollars au Fonds pour la sécurité nucléaire afin de renforcer les capacités de la région Asie-Pacifique en matière de sécurité nucléaire.

Parallèlement, la Chine respecte scrupuleusement ses obligations en matière de garanties et appuie activement les efforts déployés par l'Agence pour améliorer ses capacités de vérification et promouvoir l'efficacité et l'universalité du régime international de garanties.

La Chine soutient les efforts de l'AIEA pour mener à bien son programme de coopération internationale et promouvoir le développement de l'énergie nucléaire, ainsi que l'application des

technologies nucléaires. La Chine est prête à faire tout son possible pour fournir une assistance aux autres pays, par l'intermédiaire de l'Agence, en partageant l'expérience qu'elle a accumulée en développant sa propre énergie nucléaire.

L'AIEA assume d'énormes responsabilités pour promouvoir l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et pour empêcher la prolifération des armes nucléaires. Face à la nouvelle donne, en matière de sûreté et de sécurité nucléaires, qui a émergé après l'accident nucléaire de Fukushima, l'Agence devrait encore renforcer son rôle central en matière d'amélioration de la sûreté nucléaire et promouvoir la coopération internationale en la matière. La Chine nourrit l'espoir que l'Agence accordera la priorité aux questions suivantes.

Premièrement, l'Agence doit continuer de tirer les enseignements et d'exploiter les expériences qui découlent de l'accident nucléaire de Fukushima, aider les États membres à renforcer leurs capacités en matière de sécurité et d'intervention d'urgence, et promouvoir la mise en œuvre du Plan d'action de l'AIEA sur la sûreté nucléaire, dans le but de restaurer la confiance du public dans l'énergie nucléaire.

Deuxièmement, elle doit accroître son assistance technique aux pays en développement, améliorer l'infrastructure nucléaire nationale des États Membres primo-accédants et promouvoir un développement sûr, sans danger et durable de l'énergie nucléaire.

Troisièmement, elle doit renforcer le régime de garanties nucléaires et empêcher efficacement la prolifération des armes nucléaires.

Quatrièmement, elle doit se montrer objective et impartiale sur les sujets brûlants touchant au nucléaire et jouer un rôle constructif pour régler ces problèmes de manière appropriée grâce à des initiatives diplomatiques.

M. Camp (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis se félicitent de l'adoption prochaine du projet de résolution (A/66/L.6) de l'Assemblée générale sur le rapport (voir A/66/95) de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Les États-Unis, qui sont coauteurs de ce projet de résolution, y voient l'expression de leur appui sans faille à l'Agence et au rôle crucial qu'elle joue dans l'accélération et l'extension des contributions de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier.

Comme l'a relevé la Secrétaire d'État, M^{me} Clinton, dans sa déclaration à la réunion de haut niveau sur la sûreté et la sécurité nucléaires, convoquée par le Secrétaire général Ban Ki-moon cette année : « Cette année, l'Agence internationale de l'énergie atomique a encore une fois prouvé qu'elle était une enceinte indispensable pour surveiller et soutenir l'activité nucléaire pacifique de tous les pays. »

S'agissant du vaste appui permanent qu'ils fournissent à l'Agence, les États-Unis ont apporté des contributions extrabudgétaires importantes aux programmes de l'Agence liés aux garanties nucléaires, à la sûreté et la sécurité nucléaires et à la coopération technique. En outre, l'Initiative de l'AIEA concernant l'utilisation pacifique, prise par le Président Obama et annoncée par la Secrétaire d'État Clinton à la Conférence des Parties de 2010 chargée d'examiner le TNP, vise à mettre en lumière et à renforcer le rôle de l'Agence dans l'élargissement de l'accès aux avantages des technologies nucléaires pacifiques, notamment dans les domaines de la santé humaine, de la sécurité alimentaire, de la gestion des ressources hydriques et de l'énergie nucléaire. Les États-Unis ont annoncé qu'ils verseraient 50 millions de dollars de ressources extrabudgétaires à l'Initiative concernant l'utilisation pacifique au cours des cinq prochaines années, et nous exhortons d'autres États Membres à s'associer à cet effort et à verser une somme équivalente.

Les États-Unis voudraient également exprimer leurs sincères félicitations au Directeur général Amano pour sa direction et pour le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale. Nous nous réjouissons à la perspective de continuer de travailler avec le Directeur général, le Secrétariat de l'Agence et tous les États Membres pour faire avancer le travail important de l'AIEA pendant les années à venir. Les États-Unis restent déterminés à veiller à ce que l'Agence dispose des ressources et des pouvoirs nécessaires pour relever les nombreux défis croissants auxquels elle est confrontée.

M. Tsymbaliuk (Ukraine) (*parle en anglais*) : Au 26 avril 2011, un quart de siècle s'était écoulé depuis le jour où la catastrophe survenue dans la centrale nucléaire de Tchernobyl a dissipé l'illusion, entretenue par le monde moderne, que l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques était totalement sûre. Si l'on considère cet événement à la lumière d'un quart de siècle d'histoire, il est évident qu'une approche responsable et holistique de l'atome au service de la

paix est la seule manière de garantir un monde sûr à l'avenir.

La stratégie de mon pays pour venir à bout des répercussions persistantes de la catastrophe de Tchernobyl vise à favoriser le développement à long terme dans la région et à apporter au peuple l'appui dont il a besoin pour mener une vie sûre et saine.

En commémoration du vingt-cinquième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, le Président et le Gouvernement ukrainiens ont organisé à Kiev, en 2011, des manifestations internationales importantes : le Sommet de Kiev sur l'utilisation sûre et innovante de l'énergie nucléaire, et une conférence scientifique internationale sous le thème « Vingt-cinq ans après l'accident de Tchernobyl – la sûreté pour l'avenir ».

Nous pensons qu'un des résultats du Sommet de Kiev a été la reconnaissance unanime par ses participants de la nécessité d'assurer un niveau de sécurité nucléaire adéquat en tant que priorité absolue à toutes les étapes de la production de l'énergie nucléaire. Nous voudrions remercier l'Agence internationale de l'énergie atomique et son Directeur général de leur participation tant au Sommet de Kiev et qu'à la conférence scientifique, ainsi que de l'appui que l'Agence continue de fournir à l'Ukraine aux fins de l'atténuation des conséquences de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl.

La catastrophe nucléaire de Tchernobyl survenue en 1986 a entraîné non seulement la révision des normes internationales de sûreté nucléaire, mais également la création de nombreux instruments internationaux afin d'assurer tant la sûreté optimale des déchets et une radioprotection optimales qu'un système approprié de préparation aux situations d'urgence et d'intervention d'urgence.

Ces instruments ont été mis à l'épreuve en 2011. Cette année a été une année difficile pour l'Agence à cause de l'accident nucléaire survenu à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi. Nous pensons qu'en raison de ses capacités et de ses compétences uniques, l'Agence doit jouer un rôle de chef de file dans tout accident ou toute situation d'urgence liés au nucléaire et que sa participation sur place est vitale pour venir à bout des situations telles que celle de Fukushima.

Sur la base des enseignements déjà tirés de l'accident, nous avons procédé en Ukraine à une réévaluation ciblée de la sûreté de toutes nos centrales

nucléaires en activité. Nous avons adopté des mesures pour renforcer la position indépendante de l'organisme national de réglementation nucléaire et, à titre de priorité absolue, nous avons procédé à un examen complet du cadre national de réglementation nucléaire. Nous avons également accepté de procéder aux tests de résistance de l'Union européenne et adhéré au processus d'examen par les pairs pertinent.

Nous nous félicitons des résultats de la Conférence ministérielle sur la sécurité nucléaire tenue en juin dernier à Vienne. Nous nous attendions à ce que le Plan d'action de l'AIEA sur la sûreté nucléaire demandé par la Conférence ministérielle soit plus ambitieux pour ce qui est des missions d'examen par les pairs et de la transparence. Toutefois, même en tant que dénominateur commun des positions actuelles des États, nous notons que le Plan contient certaines mesures importantes qui pourraient renforcer à l'avenir les services et mécanismes relatifs à l'examen par les pairs. Nous pensons que ces éléments ont une valeur pratique particulière.

Même si la responsabilité de la sûreté nucléaire incombe à chaque État Membre, nous pensons que les normes de sûreté de l'AIEA devraient constituer la base minimale obligatoire pour les États ayant des programmes nucléaires civils actifs, avec des centrales nucléaires et des réacteurs de recherche opérationnels. Il est clair que la base conventionnelle internationale en vigueur concernant l'intervention en cas de catastrophe nucléaire doit être améliorée. Nous sommes saisis de certaines propositions nouvelles faites par les États pour améliorer ces instruments ainsi que la Convention sur la sûreté nucléaire. Nous estimons qu'elles méritent notre examen approfondi.

Les événements survenus récemment au Japon ont causé des préoccupations généralisées concernant la sûreté des centrales nucléaires dans le monde et mené à des délibérations et suscité des préoccupations au sujet de la viabilité de l'énergie nucléaire en tant que source de production d'électricité. Il est clair que de nombreux enseignements peuvent être tirés de l'accident de Fukushima. À cet égard, nous nous félicitons de l'annonce faite par le Gouvernement japonais de tenir en 2012, en coopération avec l'AIEA, une conférence internationale sur la sûreté nucléaire, sur la base des résultats de l'enquête sur les accidents nucléaires.

Nous appuyons vigoureusement les activités de l'Agence visant à améliorer la sûreté nucléaire et

radiologique et la sûreté du transport et des déchets dans le monde. L'Ukraine réaffirme son opinion selon laquelle la responsabilité de la sécurité nucléaire incombe à chaque État à titre individuel. Tous les États ont la responsabilité de créer des systèmes appropriés et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir, détecter et combattre les actes malveillants impliquant des matières nucléaires.

L'Ukraine appuie la mise en œuvre du Plan sur la sécurité nucléaire pour 2010-2013. Nous reconnaissons les progrès réalisés par l'Agence pour améliorer le contrôle des sources radioactives. En 2010, l'Ukraine a annoncé sa décision de se débarrasser de tous les stocks d'uranium fortement enrichi avant la tenue du prochain Sommet sur la sécurité nucléaire, et nos partenaires fourniront l'assistance technique et financière nécessaire pour appuyer cet effort.

À cet égard, nous notons avec préoccupation que six ans après l'adoption par consensus de l'Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, seules 49 des 145 Parties à la Convention ont adhéré à l'Amendement. L'adhésion à des instruments juridiques internationaux relatifs à la sécurité nucléaire continue d'augmenter, bien que lentement. L'Ukraine appelle tous les États qui ne l'ont pas encore fait à adhérer aussi rapidement que possible à l'Amendement et à agir conformément à l'objectif et au but de l'Amendement avant son entrée en vigueur.

L'Ukraine a le plus grand respect pour le rôle joué par l'AIEA dans le développement des compétences en matière de sécurité nucléaire. Nous accordons beaucoup d'attention à cette question au niveau national. Après que 14 autres ingénieurs en sécurité nucléaire ont reçu leur diplôme de l'Université nationale d'énergie et de technologie nucléaires de Sébastopol, nous avons atteint un jalon important. Nous félicitons l'Agence pour l'appui précieux qu'elle nous accorde afin que nous puissions mettre en place des centres de formation et d'éducation en matière de sécurité nucléaire à l'Université nationale de Sébastopol, qui est devenue le premier partenaire de l'Agence s'agissant de mettre au point un enseignement sur la sécurité nucléaire. Nous confirmons notre volonté de contribuer à la mise en œuvre des programmes de l'AIEA sur l'éducation en matière de sécurité nucléaire.

L'Ukraine se félicite également des activités considérables menées par l'Agence visant à renforcer

les mesures de sécurité nucléaire lors de grandes manifestations publiques, en particulier l'appui constamment fourni à l'Ukraine et à la Pologne en prévision du championnat de l'Union des associations européennes de football(UEFA) de 2012.

L'Ukraine réaffirme le rôle de l'Agence, chargée de vérifier et d'assurer le respect par les États des accords en matière de garanties au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Le système de garanties de l'Agence est un élément fondamental du régime mondial de non-prolifération nucléaire. Les dispositions contenues dans le protocole additionnel font partie intégrantes de ce système. L'accord de garanties généralisées, ainsi que le protocole additionnel, constituent actuellement la meilleure norme de vérification. Nous prenons bonne note du nombre croissant de pays qui ont fait entrer en vigueur le protocole additionnel à leur accord de garanties généralisées. L'adhésion universelle par les États à ces deux instruments renforcerait le régime de non-prolifération et contribuerait à renforcer davantage la sécurité dans le monde.

L'accord de garanties généralisées et le protocole additionnel sont en vigueur en Ukraine depuis janvier 2006. Ces dernières années, nous avons travaillé d'arrache-pied avec l'AIEA pour obtenir la conclusion élargie sur l'application de nos obligations découlant des accords de garanties. Le rapport sur l'application des garanties de l'AIEA pour 2010 fait état de nos efforts. En 2010, l'Ukraine a reçu, pour la première fois, la conclusion élargie de l'AIEA. Nous continuons à coopérer avec l'Agence pour créer les conditions nécessaires à la mise en œuvre des garanties intégrées de l'AIEA en Ukraine.

Nous reconnaissons qu'il importe d'appuyer la recherche sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, notamment la sûreté, la gestion des déchets, la protection contre les radiations, la sûreté et l'efficacité des technologies avancées, et qu'il importe également de renforcer la coopération internationale dans ces domaines. Le maintien des compétences et des savoir-faire dans l'ensemble du secteur nucléaire est essentiel à ces activités. Nous voyons d'un bon œil l'intensification des activités de recherche de l'AIEA sur la technologie innovante des réacteurs nucléaires et les cycles du combustible. L'Ukraine offre gratuitement à l'AIEA des services d'expert compétents dans le cadre du Projet international sur les réacteurs nucléaires et les cycles du combustible nucléaire innovants. L'Ukraine continuera de coopérer

activement avec l'AIEA à l'élaboration et la mise en œuvre de programmes régionaux relatifs aux questions de l'utilisation non énergétique des technologies nucléaires, à savoir les applications médicales, la dosimétrie et l'atténuation des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl.

L'Ukraine a toujours été un ferme partisan du Programme de coopération technique de l'AIEA, qui constitue une importante fonction statutaire de l'Agence. L'Ukraine considère que l'application du Programme de l'AIEA est la pierre angulaire de la coopération internationale sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Je tiens à saluer les travaux réalisés par l'AIEA pour ce qui est de la planification et l'application de tels programmes et activités, qui sont le reflet des besoins de différents pays et de différentes régions. Le règlement des problèmes mondiaux de la faim, des maladies, de la pauvreté et de la gestion des ressources en eau, et la création d'un environnement plus propre et plus sûr sont très importants pour les pays en développement. L'Ukraine attache une grande valeur aux efforts de l'Agence dans ce domaine.

Les projets régionaux et nationaux de coopération technique ont contribué à améliorer la sûreté et l'efficacité de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire en Ukraine. Nous avons démontré les résultats concrets et durables de notre coopération, en particulier pour ce qui est de l'amélioration de la sûreté dans nos centrales nucléaires. Nous apprécions également les résultats déjà obtenus dans l'amélioration de la qualité et l'efficacité de la médecine nucléaire, la radiothérapie et la physique médicale.

Je voudrais mentionner en particulier le matériel moderne et la formation à l'oncologie nucléaire et à la radiothérapie qui nous ont été fournis. La santé humaine restera à l'avenir une des priorités de notre programme de coopération technique.

L'Ukraine considère qu'il est important que la gestion de la coopération technique et la mise en œuvre de projet soient plus efficaces et productives dans l'intérêt de tous les États Membres. Il est important de garantir un accès juste aux fonds de coopération technique et un financement prévisible pour ces programmes. Les pays bénéficiaires sont des acteurs clefs pour obtenir des résultats positifs dans leurs projets de coopération techniques respectifs. La clef de l'efficacité est de répondre aux besoins réels des États

Membres. Afin que l'impact socioéconomique des programmes soit le plus important possible, l'AIEA doit nouer davantage de partenariats avec d'autres organisations selon qu'il conviendra.

Pour terminer, nous voudrions, à l'instar d'autres délégations, salué la présentation du rapport de l'AIEA (voir [A/66/95](#)) à l'Assemblée générale à sa soixante-sixième session et nous tenons à dire combien nous apprécions l'action du Directeur général de l'AIEA et de l'Agence.

M^{me} Karim (Singapour) (*parle en anglais*) : La délégation singapourienne voudrait remercier le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Yukiya Amano, ainsi que son secrétariat pour le rapport annuel détaillé de l'AIEA (voir [A/66/95](#)).

En tant qu'instance mondiale de liaison pour la coopération nucléaire, l'AIEA continue de jouer un rôle clef dans la promotion de l'utilisation sûre, sécurisée et pacifique de la science et la technologie nucléaires. Sa mission de sûreté, sécurité, garanties, vérification, science et technologie constitue un régime global, dont chaque pilier est essentiel. Singapour appuie fermement les travaux importants de l'AIEA et est heureux d'être co-auteur du projet de résolution ([A/66/L.6](#)) sur le rapport de l'AIEA.

La sûreté nucléaire s'est retrouvée sous les feux des projecteurs cette année après l'accident nucléaire survenu, en mars, dans la centrale de Fukushima Daiichi. L'accident de Fukushima a montré les graves dangers que représentent les accidents peu probables, dont les conséquences sont tragiques et qu'il est difficile de prévoir et d'éviter. Nous devons, par conséquent, travailler ensemble pour consolider le cadre mondial de sûreté nucléaire ainsi que les mécanismes mondiaux de préparation aux urgences nucléaires et d'intervention en cas d'urgence nucléaire. Singapour estime que l'AIEA devrait mener ce processus.

Nous remercions le Directeur général d'avoir organisé la Conférence ministérielle de haut niveau sur la sûreté nucléaire à Vienne, en juin 2011, pour tirer les enseignements de l'accident de Fukushima. La tenue de la Conférence et l'adoption d'un plan d'action en 12 points à la Conférence générale de l'AIEA, en septembre, représentent un premier pas sur la voie d'un examen global du cadre mondial de sûreté nucléaire. Il s'agit d'un processus en évolution constante. Malheureusement, d'aucuns continuent de soutenir que

l'infrastructure de sûreté nucléaire mondiale actuelle est appropriée et qu'il faut seulement souscrire davantage aux pratiques actuelles et de mieux les mettre en œuvre. Ma délégation exhorte tous les pays à faire preuve d'ouverture d'esprit et à participer à un examen ouvert et honnête du cadre mondial de sûreté nucléaire, en ayant comme priorité absolue de garantir la sûreté des installations nucléaires. Même si la responsabilité de la sûreté nucléaire incombe au premier chef aux États individuels, nous ne devons pas oublier que tout accident aurait d'énormes effets transfrontières et potentiellement dévastateurs. Si nous ne faisons pas davantage, les conséquences potentiellement dramatiques seraient impardonnables, puisque que nous aurions pu agir autrement mais ne l'avons pas fait en raison d'intérêts personnels.

La non-prolifération nucléaire reste au cœur de la mission de l'AIEA. Singapour est convaincue que tous les États ont le droit de développer et d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Parallèlement, l'AIEA a pour tâche de garantir que les matières nucléaires et la technologie destinées à des fins pacifiques ne soient pas détournées vers des utilisations non civiles risquant de menacer la paix et la stabilité régionales et internationales. Les garanties et les régimes de vérification de l'AIEA fournissent une assurance crédible que les matières et infrastructures nucléaires déclarées seront utilisées à des fins pacifiques. Par conséquent, il relève de l'intérêt et de la responsabilité de tous les États de respecter ces régimes. À cet égard, Singapour exhorte tous les États qui ne l'ont pas encore fait à adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), aux accords de garanties généralisées et aux protocoles additionnels de l'AIEA. Les États qui l'ont déjà fait devraient pleinement mettre en œuvre ces accords. Alors qu'il y aura vraisemblablement au moins 90 réacteurs nucléaires supplémentaires, et jusqu'à 350, d'ici à 2030, il est essentiel que les pays adoptent et intensifient des mesures individuelles pour renforcer la sécurité et se prémunir du vol de matières nucléaires à des fins illicites et des attaques malveillantes perpétrées contre les infrastructures nucléaires.

Nous aspirons tous à un monde pacifique et sûr, exempt d'armes nucléaires. L'AIEA a une mission irremplaçable et importante à remplir : promouvoir des applications pacifiques de la science et de l'énergie nucléaires, et veiller à ce que celles-ci profitent au plus grand nombre possible de citoyens du monde. À cet égard, il convient de mentionner certains domaines

importants comme le traitement du cancer, la sécurité alimentaire et la gestion des ressources en eau. C'est d'autant plus pertinent compte tenu de l'augmentation constante de la population mondiale et de la compétition de plus en plus féroce pour les ressources.

En tant que membre du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, Singapour voudrait réitérer son appui continu au rôle et aux fonctions de l'Agence, qui sont essentiels. La coopération de Singapour avec l'AIEA porte sur les applications de la technologie nucléaire dans des domaines comme l'industrie, la santé et la radioprotection. Au cours des dix dernières années, nous avons accueilli 22 scientifiques, 83 bénéficiaires d'une bourse de perfectionnement et 24 séminaires régionaux de formation, en coopération avec l'AIEA. Tout récemment, en mars dernier, nous avons accueilli le séminaire régional sur le système de garanties de l'Agence à l'intention des États d'Asie du Sud-Est ayant des activités nucléaires importantes.

Nous allons siéger au Conseil des gouverneurs pour une année encore, et pendant cette période, nous continuerons à tout mettre en œuvre pour promouvoir la mission de l'AIEA.

M. Ciobo (Australie) (*parle en anglais*) : L'Australie se réjouit de cette occasion qui lui est offerte de féliciter le Directeur général, M. Yukiya Amano, pour son exposé sur les réalisations de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et les défis qu'il lui faudra relever dans les années à venir. C'est pour nous un honneur de siéger au Conseil des gouverneurs de l'AIEA et nous prenons très au sérieux les responsabilités que cela implique. L'Australie attache beaucoup d'importance au rôle central joué par l'AIEA dans l'amélioration de la sûreté et de la sécurité des activités nucléaires, l'élargissement de la contribution humanitaire des technologies nucléaires et la vérification du respect par les États de leurs obligations de non-prolifération.

Cette année, qui est celle du vingt-cinquième anniversaire de l'accident de Tchernobyl, nous avons été témoins des catastrophes naturelles qui ont fait des ravages au Japon et de l'accident qui a suivi à la centrale nucléaire de Fukushima. Nous pensées accompagnent le Japon et le peuple japonais.

Nous nous félicitons des mesures et initiatives prises par le Directeur général Amano concernant la sûreté nucléaire, après l'accident de Fukushima. Nous sommes heureux d'avoir pu participer à la Conférence ministérielle de l'AIEA en juin dernier et d'avoir

contribué aux efforts visant à améliorer la sûreté nucléaire et à redonner confiance au public, ainsi qu'il ressort de la Déclaration ministérielle et du Plan d'action sur la sûreté nucléaire adopté ultérieurement par la Conférence générale de l'AIEA.

Le Plan d'action est une preuve concrète et solide du fait que notre priorité à tous est de mettre en place les normes les plus élevées en matière de sûreté nucléaire. Nous encourageons les États à prendre les devants et à appliquer les mesures énoncées dans le Plan, ainsi que toutes autres mesures adaptées à leur situation.

L'Australie continue de collaborer étroitement avec l'Agence et les pays de la région en matière de sûreté et de sécurité nucléaires. L'Australie est déterminée à appliquer les meilleures pratiques internationales en ce qui concerne les garanties, la sûreté et la sécurité des matières nucléaires. Pour illustrer cet engagement, l'Australie, en collaboration avec l'AIEA, a mis en place un groupe de contact informel basé à Vienne, qui regroupe les sociétés qui mènent ou prévoient de mener des activités d'extraction de l'uranium. Ce groupe, dont il est facile de retenir le sigle anglais « FoRUM », qui signifie « Friends of Responsible Uranium Mining » (les Amis d'une extraction responsable de l'uranium), servira de cadre à l'échange de vues et d'expériences concernant les pratiques optimales en matière d'extraction de l'uranium.

Les mesures de sûreté ne sont pas les seuls éléments nécessaires pour protéger adéquatement les populations et l'environnement. L'Australie est également un ardent défenseur du programme de sécurité nucléaire de l'Agence et de son rôle dans les initiatives et les activités internationales ayant trait à la sécurité nucléaire.

Le système de garanties de l'AIEA est l'un des principaux piliers du régime de non-prolifération nucléaire. Pour être totalement efficace, ce système doit avoir une couverture universelle. Nous continuons à appeler tous les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) qui ne se sont pas encore acquittés de leurs obligations en vertu du Traité, à conclure des accords de garanties généralisées ainsi que des protocoles additionnels, et à le faire dans les meilleurs délais.

L'Australie a toujours souligné l'importance de l'universalisation du TNP. Nous encourageons les États

qui n'ont pas encore signé ou ratifié le Traité à le faire sans plus tarder.

Les États doivent s'acquitter de leurs obligations en matière de garanties. Les obligations découlant du système de garanties de l'AIEA ne sont pas facultatives. Par conséquent, nous continuons à penser qu'il est regrettable et profondément préoccupant que certains États continuent de violer leurs obligations en matière de garanties. Nous appelons ces pays à collaborer avec l'Agence pour régler toutes les questions, à démontrer de façon concluante les intentions pacifiques de leurs programmes nucléaires et à s'acquitter pleinement de toutes leurs obligations internationales. L'Australie félicite l'Agence pour ses efforts constants en vue de régler ces questions.

L'Australie continue de coopérer étroitement avec l'Agence et les pays de la région dans le domaine des applications pacifiques de l'énergie nucléaire. L'Australie met sa base spécialisée de recherches scientifiques à la disposition d'autres États Membres et facilite l'utilisation et l'échange de matériel et de personnel dans les domaines se rapportant à l'utilisation de la science et de la technologie nucléaires à des fins pacifiques. Nous sommes heureux de continuer à appuyer fermement le programme de coopération technique de l'Agence et à y contribuer.

J'ai le plaisir de rappeler que dans l'esprit de l'Initiative de l'AIEA sur les utilisations pacifiques, l'Australie a versé 100 000 dollars australiens à l'AIEA pour la réalisation d'une étude marine de référence sur les effets potentiels de l'introduction de substances radioactives dans la région de l'Asie-Pacifique, suite à l'accident de Fukushima. L'Australie a œuvré en collaboration étroite avec ses voisins de la région à l'élaboration de ce projet et salue le rôle joué par l'AIEA dans son lancement rapide, lors de la première réunion qui s'est tenue à Sydney à la fin août.

L'Agence joue un rôle capital dans le renforcement des capacités des États à prévenir, diagnostiquer et traiter les problèmes de santé à l'aide de techniques nucléaires. Nous ne devons jamais oublier ces avantages humanitaires, que seule l'AIEA est en mesure de procurer au monde entier. L'Australie collabore étroitement avec l'Agence dans ces domaines et est heureuse d'assurer en coordination avec l'Agence une formation clinique en matière de physique des rayonnements à des fins médicales, dans des pays de l'Asie du Sud-Est.

L'Agence mène ses activités dans un environnement en évolution constante, raison pour laquelle elle doit maintenir sa capacité à réagir rapidement et efficacement face à des événements extérieurs, qu'ils soient liés à la sûreté nucléaire, à la protection physique, à la prolifération nucléaire ou au développement durable. L'Australie continuera à apporter un appui technique, financier et politique aux efforts déployés par le Directeur général Amano pour renforcer la contribution de l'Agence à la promotion de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et à la cause de la paix et de la sécurité internationales.

L'Australie est heureuse de parrainer et d'appuyer le projet de résolution relatif au rapport de l'AIEA (A/66/L.6).

M. Hermoso (Philippines) (*parle en anglais*) : Les Philippines voudraient tout d'abord souhaiter la bienvenue au tout nouveau membre de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), la République démocratique populaire lao, qui comme nous, est membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Les Philippines prennent note avec satisfaction du rapport de l'AIEA présenté par M. Yukiya Amano, Directeur général de l'AIEA, et reconnaissent l'importance de l'Agence. Dans le même temps, les Philippines réaffirment leur ferme appui au rôle déterminant joué par l'Agence, qui aide ses États membres à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, facilite le transfert de technologie vers les pays en développement et le partage des connaissances nucléaires et garantit la sûreté, la vérification et la sécurité nucléaires.

Les événements survenus au cours de l'année écoulée ont constitué des défis considérables pour l'AIEA. L'accident nucléaire de Fukushima a modifié la façon dont la communauté internationale conçoit l'énergie nucléaire, y compris la sûreté des centres nucléaires existants et des nouvelles installations dont la construction est prévue. Fait plus important encore, cet accident a obligé un certain nombre de pays, dont les Philippines, à réexaminer leurs positions nationales respectives sur l'énergie nucléaire.

Toutefois, étant donné que les prix du pétrole ne cessent d'augmenter et que les préoccupations suscitées par les changements climatiques persistent, l'intérêt pour l'énergie nucléaire subsiste, et les pays continuent de se tourner vers l'AIEA pour qu'elle les aide à mettre au point ou élargir leurs programmes

d'énergie nucléaire. L'AIEA est particulièrement bien placée pour répondre aux demandes d'assistance de ses États membres en vue de mettre en place une infrastructure de sûreté pour leurs programmes d'énergie nucléaire, tout en encourageant la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire. Les Philippines estiment que l'AIEA devrait continuer de fournir une assistance aux pays tels que le nôtre, qui envisagent toujours d'inclure l'énergie nucléaire dans leur bouquet énergétique, notamment aux fins de la mise en place d'un cadre réglementaire, du renforcement des capacités et de la gestion des déchets radioactifs.

À cet égard, les Philippines appuient le rôle central de l'AIEA dans le domaine de la sûreté nucléaire et se félicitent de l'adoption du Plan d'action sur la sûreté nucléaire, qui servira de base à la mise au point de mesures plus ciblées pour renforcer la sûreté nucléaire dans le monde entier.

Dans le cadre de leur coopération avec l'AIEA, les Philippines se sont dotées des ressources humaines et des installations nécessaires pour utiliser les technologies nucléaires afin de faire face plus facilement aux difficultés que nous sommes nombreux à rencontrer aujourd'hui. En matière de santé, la demande de longue date des Philippines de participer au Programme d'action en faveur de la cancérothérapie (PACT) de l'Agence a finalement été approuvée cette année. Un examen intégré en rapport avec le PACT, également appelé mission imPACT, a été réalisé en mars aux Philippines et a permis à nos autorités sanitaires d'évaluer notre plan national de lutte contre le cancer et d'identifier les domaines dans lesquels des améliorations peuvent être apportées.

Les Philippines feront également partie d'un réseau de centres régionaux de formation dans les domaines de la lutte contre le cancer et de la radiothérapie, qui permettra au pays de renforcer les capacités de ses professionnels de santé en matière de lutte contre le cancer et de traitement de cette maladie, en particulier dans les provinces. Au nom du Groupe des 77 et de la Chine, les Philippines ont présenté des résolutions sur le PACT, la dotation en personnel du secrétariat de l'AIEA et la situation des femmes au sein du secrétariat.

Dans le domaine de la médecine nucléaire, les Philippines ont créé un laboratoire de radio-isotopes avec l'aide de l'AIEA. Nous espérons que cette

structure permettra de réduire les coûts liés aux techniques de médecine nucléaire dans notre pays.

Dans le secteur de l'environnement, nous nous félicitons de l'accent mis cette année par le Directeur général sur les activités de l'Agence portant sur des questions liées à l'eau. En tant que pays pilote pour le projet de renforcement des ressources en eau disponibles lancé par l'AIEA, les Philippines élaborent des plans de gestion durable et socialement responsable des ressources en eau. En avril, les Philippines ont accueilli un atelier national, à l'issue duquel a été établi un rapport analysant la capacité du pays à procéder à des évaluations complètes de ses ressources en eau et une feuille de route pour combler ses lacunes en matière de données et d'informations hydrologiques.

En outre, en 2010, les Philippines ont à nouveau été désignées Centre de collaboration de l'AIEA pour l'application de techniques nucléaires à l'étude des efflorescences algales nuisibles.

L'AIEA a continué de jouer un rôle important en aidant les pays à atteindre leurs objectifs du Millénaire pour le développement grâce à son Programme de coopération technique et aux différentes activités qu'elle mène dans le domaine des applications nucléaires. Nous prenons note également de la contribution importante des projets appuyés par le Programme de coopération technique de l'AIEA, en particulier dans les domaines de la santé et de la nutrition, de la gestion des ressources de l'environnement et de la productivité agricole et industrielle.

Des inquiétudes persistent quant au risque de terrorisme nucléaire et au commerce illicite de matières nucléaires et radioactives. Les Philippines réaffirment qu'il est essentiel de renforcer les activités de l'Agence pour faire face à ces menaces. De son côté, les Philippines sont déterminées à renforcer la sécurité des matières nucléaires et radioactives utilisées à des fins pacifiques et à empêcher que de telles matières fassent l'objet d'un trafic.

Cet engagement est transcrit dans notre plan national de sécurité nucléaire qui a été finalisé en coopération avec l'AIEA. La cérémonie d'inauguration des installations de l'Initiative Megaports dans le port de Manille a marqué cette année un tournant dans notre coopération bilatérale avec les États-Unis dans le domaine de la sécurité nucléaire. Dans le cadre de l'Initiative mondiale de réduction de la menace nucléaire, les Philippines travaillent également en

coopération étroite avec l'Australie, les États-Unis et les autres membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour sécuriser les sources de radioactivité dans la région.

Le risque croissant de prolifération nucléaire est un autre problème majeur auquel nous continuons d'être confrontés. Les Philippines réaffirment qu'il est important de renforcer les capacités de vérification de l'AIEA et de promouvoir la confiance dans le caractère pacifique de toutes les activités nucléaires. La conclusion d'accords de garanties généralisées et de protocoles additionnels contribuera notablement à réduire le risque de prolifération nucléaire.

Les Philippines partagent la vision d'un monde exempt d'armes nucléaires et appuient fermement la création de zones exemptes d'armes nucléaires en tant que moyen de contribuer à la paix et la sécurité internationales. Dans notre région, l'ASEAN a créé la Zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est. Nous nous félicitons des progrès réalisés dans le cadre des discussions tenues ces derniers mois avec les États dotés de l'arme nucléaire sur leur éventuelle accession au Traité de Bangkok.

Nous saluons également la décision prise par le Directeur général de convoquer un forum pour débattre de l'expérience des cinq zones exemptes d'armes nucléaires qui existent actuellement, ce qui pourrait s'avérer utile pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Les Philippines sont déterminées à contribuer au succès de ce forum qui, nous le pensons, constituera une mesure de confiance importante qui favorisera la tenue de la conférence de 2012 sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive, comme cela est prévu dans le Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 [NPT/CONF.2010/50 (Vol. I)].

L'AIEA est parvenue avec succès à définir la voie à suivre. Il ne sera pas facile de progresser compte tenu des réalités politiques et des contraintes financières qui constituent pour l'Agence d'importants obstacles à surmonter. Les Philippines considèrent néanmoins qu'il est maintenant temps que les États membres de l'AIEA mettent de côté toutes leurs divergences et unissent leurs efforts pour avancer dans la réalisation de nos objectifs communs.

M. Diallo (Sénégal) : Je me réjouis de participer à ce rendez-vous annuel qui nous offre l'opportunité d'apprécier les importantes activités de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Je dois toutefois appeler l'attention du Secrétariat, en le déplorant vivement, sur la difficulté que ma délégation a éprouvée à accéder à temps au rapport du Directeur général (voir A/66/95). Ma délégation espère que des mesures seront prises pour redresser cette situation.

Parmi les préoccupations les plus fortes des nations, le dilemme posé par la technologie atomique est l'une des plus communément partagées et, sans doute, des plus difficiles à traiter.

En effet, si de par son application dans la santé, dans l'agriculture, dans la production d'électricité et dans bien d'autres domaines, l'utilité de l'énergie atomique apparaît incontestable pour toutes les nations, son utilisation pose en même temps des risques certains, en termes de sécurité et sûreté. À vrai dire, les difficultés relatives à la maîtrise du risque nucléaire s'accroissent de plus en plus avec la montée des périls environnementaux. En témoigne le regrettable accident nucléaire de Fukushima au Japon en mars 2011, qui a achevé de nous convaincre du besoin de renforcer la sécurité et la sûreté nucléaires aux fins de mieux les adapter aux exigences nouvelles.

C'est sans doute cette prise de conscience qui a favorisé l'adoption en septembre 2011 par le Conseil des gouverneurs de l'AIEA d'un plan d'action visant à améliorer le cadre mondial de sûreté nucléaire. Ma délégation se félicite de cette heureuse initiative, tout comme de la réunion de haut niveau sur la sûreté et la sécurité nucléaires organisée le 22 septembre 2011 par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Comme il a eu à le faire, à cette occasion, le Sénégal réitère l'urgence de revoir les règles et principes qui régissent l'application et le contrôle des normes de sûreté et de sécurité nucléaires, en vue d'y apporter une plus grande transparence et une responsabilisation accrue dans le cadre de procédures viables.

En nous servant de l'expérience acquise, il conviendrait de prendre toutes les mesures requises en vue de renforcer la sécurité et la sûreté nucléaires, la préparation pour les situations d'urgence et la protection des personnes et de l'environnement contre les effets néfastes des rayonnements ionisants et des risques radiologiques. C'est à ce prix que nous

parviendrons à rétablir la confiance dans l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. En vérité, la poursuite de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique devrait rigoureusement prendre en considération la protection de la santé humaine ainsi que la protection de l'environnement.

Le Sénégal apprécie à sa juste valeur la coopération scientifique et technique qu'il entretient avec l'AIEA, particulièrement dans les domaines de la santé et de l'alimentation. L'histoire de cette coopération bien fournie est déjà riche de plusieurs programmes, parmi lesquels il me plaît de citer : l'application de la technique de l'insecte stérile, qui a élevé les structures de recherche du Sénégal au rang de centres de référence dans ce domaine; le programme de recherche en matière de développement nutritionnel pour la femme, qui a connu le même succès; et l'acquisition d'une gamma-caméra, qui constitue une avancée majeure en matière de sciences médicales.

Forts de cette expérience, nous sommes bien placés pour témoigner de ce que l'AIEA contribue également au progrès social et sanitaire de nos pays. C'est pourquoi, nous devons toujours avoir à l'esprit que l'accomplissement heureux des nobles et complexes missions qui lui sont dévolues, notamment en matière de vérification, de coopération et de fourniture d'assistance, requiert de notre part un soutien constant.

Aussi, ma délégation est-elle convaincue que l'AIEA reste une institution qui mérite d'être renforcée et mieux outillée pour mettre en œuvre son mandat.

M. Guerber (Suisse) : La Suisse voudrait axer son intervention sur ce qui, de notre point de vue, a constitué l'élément phare auquel l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'est vue confrontée ces derniers mois, à savoir la catastrophe nucléaire de Fukushima.

Comme cet événement l'a rappelé, de telles catastrophes ont des conséquences transfrontalières et multidimensionnelles et doivent donc être traitées de façon globale. En ce sens, la Suisse se félicite de l'adoption par la cinquante-cinquième Conférence générale de l'AIEA de septembre dernier du Plan d'action sur la sûreté nucléaire. La Suisse est d'avis que, de par sa nature même, c'est à l'AIEA que revient ce rôle de coordination des efforts internationaux visant à renforcer la sûreté nucléaire.

La Suisse s'est beaucoup engagée dans le processus de négociation de ce Plan d'action et, à l'instar de plusieurs États, a manifesté son regret quant aux ambitions relativement mesurées que contient le document finalement adopté. Toutefois, la Suisse considère ce Plan d'action comme une première étape dans un processus qui devrait nous conduire vers des engagements de caractère moins volontaire en matière de sûreté nucléaire.

La Suisse salue donc la rapide mise en place par le Directeur général de l'AIEA d'une Nuclear Safety Action Team en vue de coordonner la mise en œuvre du Plan d'action. De même, la Suisse salue l'engagement pris par le Directeur général de l'AIEA d'informer les États membres des progrès dans la mise en œuvre du Plan d'action. La Suisse encourage également tous les États membres de l'AIEA à remplir leurs obligations quant à la mise en œuvre de ce Plan d'action sur une base nationale.

La Suisse continuera de s'engager dans ce domaine afin que l'on puisse créer à terme un régime de sûreté nucléaire propre à assurer nos sociétés que le développement du nucléaire civil ne signifie pas une épée de Damoclès constamment suspendue sur leurs têtes.

M. Kodama (Japon) (*parle en anglais*) : Je tiens à commencer en remerciant le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, M. Yukiya Amano, de nous avoir présenté le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

L'accident survenu à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi gérée par la Compagnie d'électricité de Tokyo (TEPCO) a été provoqué par le grand séisme qui a frappé l'est du Japon et les tsunamis qui l'ont suivi. Cet accident a causé des dommages considérables au Japon et à sa population. Aujourd'hui, le Japon est en marche pour surmonter cette tragédie. Je saisis à nouveau l'occasion qui m'est donnée de remercier sincèrement de leur aide et de leur solidarité tous les États Membres, l'AIEA et toutes les autres organisations qui nous ont fourni un appui.

Je tiens également à remercier le Directeur général Amano de son dynamisme et l'AIEA des efforts inlassables qu'elle déploie depuis l'accident. L'Agence a entre autres aidé à fournir des informations sur l'accident; déployé des équipes, des experts et des missions internationales dans la région; et adopté le Plan d'action sur la sûreté nucléaire.

Grâce à cet appui précieux, la situation dans la centrale évolue progressivement vers un retour à la normale. Nous envisageons d'avancer le calendrier fixé et allons nous efforcer de parvenir à l'arrêt à froid d'ici à la fin de l'année. À cet égard, le Japon continuera de collaborer étroitement avec ses partenaires du monde entier, et en particulier avec l'AIEA, pour tirer le meilleur profit de toutes les compétences internationales disponibles. Par exemple, le Japon accueillera avec l'AIEA une conférence de haut niveau en 2012. Par cette initiative, nous entendons informer la communauté internationale des résultats de notre examen d'ensemble sur les centrales nucléaires et de l'orientation future des mesures de sûreté nucléaire.

L'AIEA a également joué un rôle fondamental dans la réussite de la réunion de haut niveau sur la sûreté et la sécurité nucléaires organisée par l'ONU. Le Premier Ministre Noda et le Ministre des affaires étrangères Gamba ont participé à la réunion et expliqué que le Japon était déterminé non seulement à surmonter ses problèmes, mais également à partager avec la communauté internationale les enseignements tirés de l'accident de Fukushima. La réunion de haut niveau a mis en évidence le rôle central et indispensable que joue l'AIEA dans le renforcement des mesures internationales visant à améliorer la sûreté nucléaire pour toute la communauté internationale.

L'AIEA est la seule organisation internationale spécialisée dans tous les aspects de l'énergie nucléaire, et pas seulement dans les domaines de la sûreté et de la sécurité nucléaires. Nous ne devons pas relâcher nos efforts pour aider l'AIEA à s'acquitter de ses importantes fonctions. Le 21 septembre, le Japon a convoqué ici même à New York la troisième Réunion ministérielle de l'Initiative multinationale pour la non-prolifération et le désarmement, qui rassemble 10 États non dotés d'armes nucléaires. À l'issue de la réunion, les ministres ont publié une déclaration conjointe dans laquelle ils ont exprimé le ferme appui des membres à la poursuite de la mise en œuvre du plan d'action convenu à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010. Le Japon continuera d'être le fer de lance de l'action internationale en faveur de l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires.

La question nucléaire nord-coréenne fait peser une menace sur la paix et la sécurité de l'Asie de l'Est et de la communauté internationale dans son ensemble, et elle remet gravement en cause le régime du TNP. Le programme nord-coréen d'enrichissement de l'uranium

constitue une violation flagrante des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de la Déclaration commune publiée à l'issue du quatrième cycle de pourparlers à six pays. Il importe que la communauté internationale continue de faire pression sur la République populaire démocratique de Corée pour qu'elle abandonne ses programmes d'armement nucléaire et ses programmes connexes, comme l'exigent les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. À cet égard, le Japon se félicite du rapport détaillé sur la question du nucléaire nord-coréen présenté par le Directeur général de l'AIEA au Conseil des gouverneurs à la réunion de septembre de l'Agence.

S'agissant du dossier du nucléaire iranien, il est indispensable que la République islamique d'Iran prenne des mesures pour lever toute suspicion et gagner la confiance de la communauté internationale. Tout en prenant note du fait que la République islamique d'Iran a invité l'AIEA à visiter ses installations en août, nous demeurons vivement préoccupés par la poursuite de ses activités d'enrichissement de l'uranium. À cet égard, le Japon appuie les efforts déployés par le Directeur général pour entamer des discussions avec l'Iran, ainsi que les activités menées par l'Agence pour résoudre la question nucléaire iranienne. Le Japon continuera à coopérer avec la communauté internationale afin de parvenir à un règlement pacifique et diplomatique de cette question.

Le Japon apprécie au plus haut point les efforts entrepris par le Directeur général, M. Amano, pour organiser le forum prévu pour le mois de novembre sur un échange d'expériences qui pourraient être utiles à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, ce qui, à mon avis, apportera une contribution considérable à la convocation d'une conférence en 2012 sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte de toutes les armes de destruction massive.

Le Japon continue d'appuyer à titre prioritaire les efforts de non-prolifération déployés par d'autres États membres de l'AIEA. Il a organisé les consultations asiatiques de haut niveau sur la non-prolifération et a coopéré aux activités de l'AIEA visant à promouvoir l'entrée en vigueur de protocoles additionnels. Le 31 mai, le Japon a organisé à New York, de concert avec la Pologne et la Turquie, un séminaire en vue d'examiner la mise en œuvre effective des résolutions du Conseil de sécurité sur la non-prolifération. Nous estimons impératif que les États Membres de l'ONU

continuent à s'intéresser à cette question. C'est pourquoi le Japon prévoit d'organiser une deuxième réunion de ce type en décembre prochain à New York.

Les États membres de l'AIEA apprécient au plus haut point les efforts que l'Agence ne cesse de déployer pour que les technologies nucléaires servent à élaborer des solutions aux problèmes mondiaux tels que la pénurie d'eau, et le manque d'accès à des thérapies de lutte contre le cancer dans les pays en développement. À cet égard, le Japon se félicite de l'initiative prise par l'AIEA de sensibiliser l'ensemble de la communauté des Nations Unies à cette question par le biais de la séance d'information organisée en septembre dernier à New York, juste avant le Forum des sciences qui s'est tenu à Vienne.

Il est indispensable, pour assurer un avenir nucléaire plus sûr, de former des experts nucléaires qui appuieront une telle vision. À cette fin, le Japon a mis en place en novembre dernier un réseau de mise en valeur des ressources humaines. C'est par le biais de ces efforts que le Japon coopérera avec l'AIEA à la formation de tels experts.

En dépit de la tragédie qui s'est abattue sur le Japon en mars dernier, je suis convaincu que grâce à la capacité de résilience de notre peuple et grâce à l'appui généreux de nos partenaires de la communauté internationale, dont l'AIEA, nous relèverons le défi devant lequel ces événements nous ont placés. J'ai également bon espoir que nous trouverons la voie vers un avenir nucléaire plus sûr en mettant à profit les enseignements tirés de cette expérience et la sagesse accumulée par le monde dans ce domaine.

M^{me} Aitimova (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Le Kazakhstan félicite M. Yukiya Amano, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), pour son rapport très complet (voir [A/66/95](#)), et à cet égard, nous sommes heureux de nous porter coauteur du projet de résolution [A/66/L.6](#). En tant que membre de l'AIEA, le Kazakhstan est fier de sa longue collaboration avec l'Agence et il s'emploiera à renforcer ce partenariat productif.

Dans la déclaration qu'il a faite lors de la réunion de haut niveau sur la sûreté et la sécurité nucléaires organisée par le Secrétaire général le 22 septembre 2011, le Président Nursultan Nazarbayev a fort bien résumé la responsabilité de l'AIEA en disant qu'elle devait protéger l'humanité des armes nucléaires, lutter contre l'éventualité d'un terrorisme nucléaire, veiller à

la sûreté de l'énergie nucléaire et améliorer la condition humaine par des moyens pacifiques.

Il a également déclaré que, pour réaliser ces objectifs, il importait d'aligner les normes juridiques internationales sur la réalité de l'existence de facto d'États dotés d'armes nucléaires. Par ailleurs, les plus grands dangers sont associés aux États impliqués dans le marché noir des technologies nucléaires, d'où l'importance pour les États parties de respecter de manière crédible le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Il nous faut améliorer les mécanismes mondiaux de gestion des processus de développement de l'énergie nucléaire et de la sûreté des installations nucléaires.

Le Président Nazarbayev a également proposé de procéder périodiquement à des tests des centrales nucléaires et des systèmes de protection et de mettre au point des interventions de secours rapides sous les auspices de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Mon pays est un grand producteur de minerai d'uranium et il possède les moyens de fabriquer du combustible pour s'impliquer encore davantage dans les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire dans le cadre des garanties de l'AIEA. Le Kazakhstan coopère avec la Fédération de Russie à l'enrichissement de son uranium au Centre international d'enrichissement de l'uranium d'Angarsk, en Sibérie, en vue de son utilisation comme combustible pour réacteurs nucléaires et travaille sur le projet du Parc Kurchatov des technologies nucléaires, sous la surveillance de l'AIEA.

Ma délégation appuie l'initiative prise par l'AIEA de créer un nouveau cadre non politique et non discriminatoire d'utilisation de l'énergie nucléaire reposant sur des approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire accessibles à tous les États membres qui respectent les garanties. Ainsi, aucun État ne devra renoncer à ses droits au titre du TNP.

Le Kazakhstan a officiellement confirmé à l'Agence sa proposition d'accueillir la réserve de combustible nucléaire de l'AIEA pour l'approvisionnement de ceux qui ne peuvent en acquérir sur le marché. Aussi tôt que le site exact aura été déterminé dans mon pays, des mesures seront prises pour établir cette réserve. De plus, notre compagnie nationale de l'énergie atomique, Kazatomprom, est en train de créer un établissement verticalement intégré

doté d'un cycle du combustible nucléaire complet, conforme aux normes de l'AIEA.

La zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, issue du traité signé à Semipalatinsk, est une contribution supplémentaire apportée à notre région, et le Kazakhstan respecte rigoureusement et dans la transparence l'Accord de garanties généralisées de l'AIEA et son Protocole additionnel de manière à réduire le risque de terrorisme nucléaire et la contrebande d'armes nucléaires ou de matériels nucléaires et radioactifs.

En sa qualité de Président en exercice du Conseil ministériel de l'Organisation de la coopération islamique, et à titre national, le Kazakhstan est favorable à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, ce qu'il considère être une solution en faveur de la paix dans la région. Œuvrant de concert avec le facilitateur, nous nous félicitons donc du travail accompli par l'AIEA en prévision de la conférence sur ce thème qui se tiendra en 2012.

Nous appliquons de manière cohérente la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire et la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité en vue de renforcer les mesures de lutte contre le trafic de matériels nucléaires et autres. En septembre, avec l'aide du Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, nous avons organisé à l'intention de 30 experts de la région d'Asie centrale, un atelier de formation sur la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité financé par les Gouvernements de la Norvège et des États-Unis d'Amérique. En tant que membre du Groupe des fournisseurs nucléaires et du Comité Zangger, le Kazakhstan maintient le contrôle le plus strict sur ses équipements et ses installations d'enrichissement d'uranium et de retraitement du combustible nucléaire usé.

Devant l'importance croissante de l'énergie nucléaire, le Kazakhstan a signé un accord de coopération technique avec l'AIEA pour 2010-2015 sur l'utilisation de l'énergie nucléaire dans le domaine de l'enseignement des questions nucléaires, de la médecine et de l'agriculture, de la recherche en matière de sûreté nucléaire, de la technologie nucléaire et des applications radioisotopes et des rayonnements pour une sécurité humaine collective au niveau mondial.

En dépit du fait que le Kazakhstan est un membre exemplaire et responsable de l'AIEA, il n'en rencontre pas moins un problème qu'il considère très préoccupant, celui du refus de lui donner l'occasion de prendre part aux travaux des organes électifs à cause de la réglementation en vigueur. Le Kazakhstan appuie pleinement l'entrée en vigueur rapide des amendements à l'article VI des statuts de l'Agence internationale de l'énergie atomique et est persuadé qu'une solution sera trouvée. Je voudrais faire observer que le Kazakhstan contribue régulièrement au budget de l'AIEA ainsi qu'au Fonds de coopération technique.

Pour conclure, nous exprimons notre plein appui au Directeur général dans tous les domaines de compétence de l'Agence pour traiter l'ensemble des questions liées à la technologie nucléaire.

M. Pankin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La délégation russe tient à remercier le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Yukiya Amano, de sa présentation du rapport de l'Agence (voir [A/66/95](#)).

La Russie apprécie grandement le travail que réalise l'AIEA pour améliorer et renforcer le régime mondial de non-prolifération et pour garantir un usage répandu et sûr de l'énergie nucléaire. L'Agence contribue de manière substantielle au règlement des problèmes relatifs aux sources d'énergie durables, à la lutte contre les changements climatiques mondiaux et à l'amélioration de la santé et du bien-être des personnes dans le monde entier. Il importe également que l'AIEA continue de s'employer à élargir la coopération internationale s'agissant de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. En ce qui concerne les activités de l'AIEA, nous ne saurions omettre de mentionner le caractère unique de son mécanisme de vérification, qui permet un suivi très efficace de la mise en œuvre par les États de leurs obligations en matière de non-prolifération au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Nous pensons qu'il importe que les fonctions de surveillance de l'Agence continuent de se renforcer, notamment grâce à la conclusion d'accords de garanties généralisées et de protocoles additionnels, en tant que normes universellement reconnues de vérification du respect par les États de leurs obligations en matière de non-prolifération nucléaire.

La Russie participe activement, en tant que bailleur de fonds, à des projets visant à renforcer le système de garanties de l'AIEA, notamment en

octroyant des ressources destinées à mettre en œuvre des programmes nationaux d'appui scientifique et technique en vue d'appliquer les garanties de l'Agence. Nous soutenons de tout cœur les efforts de l'Agence dans le domaine de la coopération technique avec les pays en développement et l'assistance apportée à ceux-ci. La mise en place du Projet international sur les réacteurs nucléaires et les cycles du combustible nucléaire innovants de l'AIEA, dont la Russie a été à l'origine, est un exemple de coopération internationale fructueuse menée sous les auspices de l'Agence. Nous appuyons les efforts déployés par le secrétariat de l'AIEA pour garantir le financement de ce projet, et nous appelons tous les États participants à le financer directement en tant que parties prenantes. La Fédération de Russie a décidé de s'engager à long terme en faveur du financement de ce projet auquel elle consacre 23 millions de roubles par an pour la période de 2008 à 2012.

S'agissant du développement à grande échelle de l'énergie atomique, la Fédération de Russie accorde la priorité aux points suivants : le développement d'un nouveau dispositif de coopération sur les utilisations pacifique de l'énergie nucléaire, fondé sur des approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire, la prestation garantie de services liés au cycle du combustible nucléaire et, enfin, la définition de solutions au problème de la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs. Sur la base de ces priorités, la Russie a lancé une initiative en faveur du développement d'une infrastructure mondiale de l'énergie atomique et de la création de centres internationaux fournissant des services liés au cycle du combustible nucléaire.

Nous notons avec satisfaction que notre initiative s'est avérée utile et qu'elle contribue véritablement à résoudre les problèmes que pose la fourniture d'un accès sans entraves de tous les États parties au TNP aux avantages de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, sous réserve qu'ils respectent en toute bonne foi leurs obligations en matière de non-prolifération. Concrètement, cette initiative offre aux États la possibilité de bénéficier des avantages de l'énergie nucléaire et de répondre à leurs besoins en combustible nucléaire sans induire de coûts élevés ni de risques de sécurité liés à la prolifération d'éléments du cycle du combustible nucléaire. Dans le cadre de cette initiative, nous avons, conjointement avec le Kazakhstan, l'Ukraine et l'Arménie, établi en Russie un centre international d'enrichissement de l'uranium, où tous

les États sont les bienvenus afin de pouvoir produire de l'énergie nucléaire dans le respect de leurs obligations en matière de non-prolifération.

Une autre avancée importante vers la mise en place d'une infrastructure mondiale de l'énergie atomique a été la création en Russie d'une banque d'uranium faiblement enrichi, dont les réserves sont garanties et qui est gérée par l'AIEA. Cette banque est pleinement opérationnelle et peut être utilisée par les États membres de l'Agence qui remplissant leurs obligations de non-prolifération.

Nous sommes persuadés qu'il est essentiel de tirer les enseignements de l'accident survenu à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi 1 pour éviter qu'une telle situation ne se répète à l'avenir. Une analyse approfondie et professionnelle des causes et des conséquences de l'accident et de la manière dont la situation a évolué devrait être faite sous les auspices de l'AIEA, dans le cadre de son rôle central en tant que seul organisation internationale possédant l'expérience et l'autorité nécessaires. Nous nous félicitons des conclusions issues des débats de la Conférence ministérielle sur la sûreté nucléaire organisée en juin par l'AIEA suite à l'accident de la centrale au Japon, et de la déclaration conjointe adoptée par les participants réaffirmant la nécessité de renforcer le cadre juridique international ainsi que les aspects technologiques et organisationnels de la sûreté nucléaire. La déclaration fait écho aux propositions du Président de la Fédération de Russie pour éliminer les contradictions qui existent dans les documents juridiques internationaux pertinents, tels que les addendas à la Convention sur la sûreté nucléaire et à la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire. En outre, la Russie a également formulé des propositions pour améliorer les normes de l'AIEA en matière de sûreté. Nous pensons que nos initiatives recevront un large appui et seront mises en œuvre.

S'agissant des problèmes de prolifération au niveau régional, nous saluons les mesures pratiques prises par l'AIEA pour trouver des solutions multilatérales. Nous allons aider, selon que de besoin, l'Agence à appliquer les accords de garanties pertinents en Iran et en Syrie et à mettre à profit son savoir-faire pour garantir la mise en place d'un régime de non-prolifération nucléaire véritablement efficace. La Fédération de Russie considère qu'un règlement politique et diplomatique est la seule voie envisageable concernant les programmes nucléaires de l'Iran et la République populaire de Corée.

En conclusion, je tiens à réaffirmer notre appui au projet de résolution (A/66/L.6) relatif au rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Coauteur du texte, la Russie reconnaît pleinement l'importance des activités de l'AIEA et reste convaincue que l'Agence continuera d'œuvrer en faveur du renforcement de la sécurité internationale et du règlement du problème de la fiabilité de l'approvisionnement en énergie.

M^{me} Kolontai (Biélorus) (*parle en russe*) : Le Biélorus attache une grande importance aux activités de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en tant que principale autorité internationale compétente dans le domaine du nucléaire, et se félicite du rapport du Directeur général de l'Agence, M. Yukiya Amano.

En tant qu'État membre fondateur de l'Agence, le Biélorus considère que le travail qu'effectue activement l'AIEA pour encourager l'utilisation pacifique et sûre de l'énergie nucléaire revêt un intérêt direct pour lui, et il fait donc tout ce qui est en son pouvoir pour contribuer à la réalisation de cet objectif. Nous estimons que le Programme de coopération technique est un outil important à la disposition de l'AIEA pour atteindre ces objectifs. Conformément à la structure du programme du Biélorus pour 2008-2013, les principales priorités de la coopération technique menée conjointement avec l'AIEA dans notre pays sont le développement d'une infrastructure nationale en matière d'énergie nucléaire, l'application des technologies nucléaires au domaine de la santé et la réhabilitation des zones touchées par l'accident de la centrale atomique de Tchernobyl.

En 2008, la République de Biélorus a décidé de lancer un programme électronucléaire national. Les préparatifs pour la construction d'une centrale nucléaire sont menés en étroite coopération avec l'Agence. Le Biélorus va bientôt entrer dans la phase pratique de construction de sa centrale électrique. Tout en menant à bien ce projet complexe, le Biélorus continuera de se s'acquitter strictement et rigoureusement de ses obligations internationales dans le domaine nucléaire et de se conformer aux normes et règles internationales en matière de sûreté. Afin de pouvoir mener à bonne fin le projet de centrale

nucléaire, le Biélorus est en train de mettre en place l'infrastructure nécessaire, de définir le cadre juridique pertinent et de former activement le personnel concerné. Ce travail est réalisé de manière minutieuse et transparente, en s'appuyant sur les compétences de l'AIEA, ainsi que sur celles d'autres États ayant une vaste expérience dans le domaine de l'énergie nucléaire. Le Programme d'assistance technique de l'AIEA joue également un rôle important dans ce processus.

Le vingt-cinquième anniversaire de l'accident de Tchernobyl et les récents événements tragiques ayant suivi le puissant séisme au Japon soulignent l'urgence de renforcer les régimes de sûreté nucléaire et radiologique. Pour le Biélorus, la sûreté nucléaire n'est pas une notion abstraite. Nous considérons cette question comme une priorité incontestable. Cette approche est inscrite dans nos lois et intégrée à nos pratiques en vigueur. En collaboration avec l'AIEA, le Biélorus s'emploie à garantir la sûreté nucléaire.

Exemple de cette coopération, nous commençons à mettre en œuvre un plan intégré sur la protection physique des matières nucléaires en République du Biélorus. La mise en œuvre de ce plan représentera une contribution exemplaire du Biélorus à la mise en place d'un régime international sur la protection physique des matières nucléaires. Cependant, nous ne prévoyons pas de nous arrêter là pour ce qui est des activités de coopération en vue de garantir la sûreté nucléaire.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés au défi de rétablir la confiance dans l'énergie nucléaire, ce qui nécessite indubitablement des solutions permettant de renforcer davantage la sûreté nucléaire. Cet objectif ne peut être atteint que si nous travaillons étroitement avec les États membres de l'AIEA et d'autres organisations et partenaires et coordonnons véritablement nos efforts dans un souci constant de transparence et de coopération. Nous sommes convaincus que l'AIEA doit continuer de jouer le rôle de chef de file dans le processus de réforme de son régime international de sûreté nucléaire et des mécanismes d'intervention destinés à faire face aux situations nucléaires anormales.

La séance est levée à 13 heures.